

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
JEUDI 24 AVRIL 1969
N° 408. 1,50 F



Gretchko

**gouverneur
général des
pays de l'Est**

Sommaire

Politique intérieure

4. Le sens de notre campagne

5. Du bon usage de la critique

Jean-Marie Vincent

20. Le triple jeu du Parti communiste

Philippe Guyot

Luttes ouvrières

6. Un avenir pour la Sécurité sociale des mines ?

Yvonne Marchi

7-8. La recherche en péril
Grève à Usinor-Dunkerque

Aux usines Saint-Frères

Luttes internationales

9-10. Communisme démocratique et national-communisme

Serge Mallet

11-12. La victoire provisoire de Gretchko

Remy Grillault

13. Combativité ouvrière et débat politique
Pierre Gautier

Luttes étudiantes

14. Le véritable débat s'engage

Jacqueline Giraud

Actuelles

15. Opération «poissons»

Aménagement

17. Le Mans, passées les 24 heures

Albert Danjou

Vie culturelle

18. Une révolution hasardeuse

Dominique Nores

19. Les aléas de l'objectif

Jean-Luc Pouillaude

Un vrai yé-yé

Bernard Sizaire

CDR : Escalade dans l'agressif

Lors des dernières législatives, un de nos camarades PSU de la section de Bobigny avait été matraqué et n'avait dû son salut qu'à l'intervention des habitants du quartier réveillés. Cette fois c'est un militant du PCF qui, à Drancy, est poignardé dans le dos.

Mêmes méthodes, mêmes auteurs : les commandos de l'UDR qui patrouillent le soir en camionnette à la recherche des colleurs d'affiches isolés.

Il y a dix mois, notre camarade fut « seulement » matraqué (bien entendu, une plainte déposée contre X est demeurée sans suites !) Aujourd'hui c'est d'une tentative de meurtre qu'il s'agit. Et non pas du fait d'un militant excité, isolé. Mais d'un commando organisé sous la direction d'un responsable de l'UDR, Guy David, candidat aux élections législatives

de 1968, et qui transportait ses « troupes » dans sa propre camionnette, on y a d'ailleurs retrouvé tout un arsenal de guerre : matraques, pistolets, couteaux. Sans doute pour leur permettre, comme l'explique le dernier tract local CDR, « de mener localement des actions du type « pare-feu », destinées à éviter tout nouvel embrasement du pays ».

Et sans doute est-ce également cette volonté d'apaisement qui, à Marseille, a conduit d'autres membres de l'UDR à rouer de coup et à dévaliser un autre colleur d'affiches du nouveau parti socialiste, M. Henri Coutou. Le lendemain, c'est à la cité universitaire de Saint-Jean-du-Désert que faisait irruption un groupe d'hommes armés de poignards et de révolvers qui entreprenaient la « chasse à l'étudiant ». « CDR.

Pourquoi faire ? » titre leur dernier tract. Mieux que par toutes leurs proclamations, c'est par leurs actes qu'ils répondent. Et à ces actes, qui rappellent facheusement les agissements des milices fascistes italiennes, les militants PSU sauront riposter. □

MEETINGS

Vendredi 25

Aix-en-Provence : Manuel BRIDIER.

Châteaudun : Robert CHA-
PUIS.

Chartres : Serge MALLET.

Aubervilliers : Georges
GONTCHAROFF.

Bobigny : Jacques MAL-
TERRE.

Cherbourg : Michel RO-
CARD.

Colombes : Jean-Marie
VINCENT.

Sceaux : Jacques PIETRI.

Paris-5^e : Jacques KER-
GOAT.

Paris-18^e : André BARJO-
NET.

Samedi 26

Marseille : Manuel BRI-
DIER.

Bourg-en-Bresse : Henri
LECLERC.

Saint-Brieuc : Michel RO-
CARD.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction

Henry Beley, André Bielany,
Jacques Buthiers, Gilbert
Chantaire, Michèle Descolon-
ges, Jacques Ferlus, Jacque-
line Giraud, Gilbert Hercet,
Michel Johan, Lucien Sain-
tonge, Bernard Sizaire, Domi-
nique Yvoire.

Maquette
Claude Picart

Publicité
Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est tiré
à 24.000 exemplaires

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65
Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A.I.E.M., 61, rue du Faubourg-
Poissonnière, Paris-9^e

Gilbert Acher n'est plus

Notre camarade Gilbert Acher, secrétaire de la 7^e section de Paris, est décédé subitement le 17 avril. La veille encore, il animait un meeting de la section à laquelle il aura consacré jusqu'au bout une activité inlassable. Son dévouement constant, sa parfaite loyauté, son souci du débat, son attachement au socialisme, sa certitude de la victoire ont permis d'accroître largement l'audience du P.S.U. dans l'arrondissement. Notre parti perd avec lui un homme courageux et un militant sincère : nous poursuivrons son combat.

A Madame Acher et à ses deux filles, notre parti donne l'assurance de toute sa sympathie et de son soutien dans cette épreuve.

Robert Chapuis.

STAGE JEUNES TRAVAILLEURS ET LYCEENS MONTAGNE et FORMATION

(militants et sympathisants)

120 F tout compris sans transport du 12 au 20 juillet
inscription dès maintenant avec 50 F d'arrhes

C.C.P. : A. Grimault 19 742 29 Paris

NOM Prénom

Age

Adresse

Profession

Ci-joint chèque postal — Chèque bancaire

● Bulletin à renvoyer au C.C.N.J.
(81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande
à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

A nos abonnés

Depuis plusieurs semaines
des irrégularités ont été constatées dans la réception de
Tribune Socialiste.

De nombreuses lettres de
plainte sont parvenues de la
part de nos abonnés à l'Admini-
stration de T.S.

Une plainte a été déposée
par nos soins à l'administration
des Postes (Services des pé-
riodiques). Une première en-
quête a été faite ; une deuxi-
ème est en cours, des irrégula-
rités ayant été constatées dans
l'acheminement du journal.

Nous conseillons à nos abon-
nés qui constatent de nou-
veau et plusieurs fois de suite
un retard dans la réception de
T.S. de déposer une plainte au-
près de leur receveur local des
Services Postaux.

L'Administration de T.S.

Le fascisme à nos portes ?

Manuel Bridier

Un mot qui court ? Un alibi trop facile ? Une approche de réalité ? On parle beaucoup, depuis quelque temps, de la menace du fascisme. Il ne s'agit le plus souvent que d'une excuse, pour mieux justifier les pires alliances, les plus contestables compromissions. Pourtant, nous n'avons pas le droit de négliger les symptômes de durcissement du régime capitaliste, non seulement en France, mais dans l'ensemble de l'Europe.

Comme ils se sont trompés, ceux qui voulaient voir dans les événements de mai un phénomène épisodique, une éphémère explosion de mécontentement ! Le régime, la bourgeoisie, les dirigeants du réformisme traditionnel et du néo-réformisme ont cru quelques mois qu'ils étaient délivrés d'un cauchemar, qu'ils allaient pouvoir retourner aux affaires courantes, à la pratique sans danger des exercices politiques, à l'intérieur des règles de jeu de la société capitaliste inchangée.

Mais voici que les crises sociales renaissent en France. Voici qu'elles prennent en Italie une vigueur nouvelle. Voici qu'elles s'étendent à des couches sociales encore jamais ébranlées. Voici qu'à nouveau la démocratie bourgeoise est obligée, que ce soit dans l'Isère ou dans le Sud italien, de montrer à tous — y compris à ceux qui ne le connaissaient pas encore — le vrai visage de l'exploitation, la réalité de sa violence et de son oppression permanente.

Pas plus qu'en mai dernier, ce n'est là le fruit du hasard, de la conspiration ou des erreurs de nos princes. C'est la conséquence inéluctable de la crise structurelle de l'économie capitaliste.

Face à la pression du tiers monde et à la revendication de ses propres masses populaires, miné par ses propres contradictions, par l'aggravation de la concurrence dans un espace économique toujours plus restreint, le capitalisme essaie désespérément de maintenir son taux de profit en adoptant des mesures qu'il veut rationnelles — c'est-à-dire conformes à la rationalité de son intérêt. Mais chacune de ces mesures accroît la contradiction générale. Les concentrations d'entreprises, les licenciements augmentent le chômage, accentuent l'insécurité, aiguissent le sentiment d'une menace ou d'un piège parmi ceux-là mêmes, au sein des couches marginales de la petite-bourgeoisie, qui se croyaient à l'abri de toute prolétarianisation.

Le capitalisme voit ainsi s'aggraver chaque jour ses deux contradictions fondamentales : sur le plan économique, entre la montée des for-

ces productives et le blocage des rapports de production ; sur le plan culturel, entre les formes d'oppression hiérarchique et la conscience des opprimés. Ces deux contradictions se renforcent l'une l'autre. L'incompatibilité objective de l'économie de profit et d'un emploi optimal des ressources rend dérisoires, fragmentaires, momentanées, les mesures de rationalisation capitaliste. La conscience de l'oppression contribue à les rendre encore plus inefficaces, à rendre plus difficile leur application, d'où le renforcement de la violence, étatique ou patronale, le besoin d'imposer par la force les solutions que l'on ne peut plus faire accepter par le bourrage de crâne.

La politique française est un bel exemple des deux méthodes. Le capitalisme français n'a pas perdu tout espoir de faire avaler la pilule par les travailleurs. Il a même plusieurs méthodes pour y parvenir : ce peut être, si le « oui » l'emporte, le mirage un peu défraîchi de la participation gaulliste ; ce peut être, aussi, le « non » triomphant, la restauration de la démocratie traditionnelle et le pseudo-réformisme. Mais les capitalistes ne sont pas assez imprudents pour ne se fier qu'à la naïveté des travailleurs. Ils connaissent assez bien leurs propres difficultés pour savoir que les mesures dont ils ont besoin ne peuvent être qu'impopulaires et de nature à réveiller en sursaut les moins vigilantes de leurs victimes.

Ils tiennent donc, comme on dit, « deux fers au feu » : la tentative d'intégration du mouvement ouvrier dans l'appareil de l'Etat, mais aussi la possibilité de se défendre physiquement et de s'imposer par la crainte, avec l'aide de la police, d'une partie des armées, et aussi de ces groupes de choc, formés dans une semi-clandestinité à l'abri de la loi, des vétérans de Jeune Nation et de l'O.A.S. aux jeunes braillards de l'U.J.P., en passant par les C.D.R. et l'Action civique.

En Italie, en Espagne — avec des moyens différents mais bien le même objectif — la violence de la répression est encore plus évidente.

Ont-ils donc raison ceux qui parlent ici de fascisme ? Ceux qui comparent un peu rapidement la Foire de Strasbourg et l'opéra de Nuremberg ?

N'oublions pas que le fascisme proprement dit s'est développé dans des conditions économiques et politiques très particulières, au lendemain de la Première Guerre mondiale. Il y avait alors, comme aujourd'hui, une crise de paralysie des institutions démocratiques. Il y avait alors, comme aujourd'hui, une crise

économique grave dont le capitalisme ne parvenait pas à sortir. Il y avait alors, comme aujourd'hui, un mouvement ouvrier capable de faire peur mais non de vaincre, ébranlant la société sans la mettre à bas.

Mais il y avait surtout — et de cela nous n'avons encore aucun équivalent en Europe — une masse énorme de chômeurs, une part importante du prolétariat lui-même, des ouvriers eux-mêmes dans les rangs des forces fascistes. Tant que les forces de répression et de provocation ne sont qu'un amalgame de flics, de nervis et de fils à papa, on ne peut pas parler de fascisme, au sens historique du terme. C'est son caractère de masse, sa base plébéienne dévoyée qui font la force et le danger majeur du fascisme.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, que les dangers d'aujourd'hui soient négligeables. La crise du capitalisme européen nous engage tous dans une voie sans retour. Pas plus qu'après les événements de mai, les choses ne peuvent aujourd'hui, ni en France, ni en Italie, ni en Espagne, revenir seulement « à la normale ».

Cela ne veut pas dire non plus qu'elles nous conduisent d'elles-mêmes au socialisme. Cela veut dire au contraire que nous sommes à un carrefour. Ou bien le mouvement de masse s'étendra, se donnera des perspectives politiques et les impo-

sera, balayant les régimes en crise. Ou bien le mouvement fléchira, s'échouera, se divisera et les régimes se ressaisiront, non point pour rétablir le « statu quo », mais pour se prémunir contre une nouvelle offensive en instaurant leur dictature.

Le risque du fascisme proprement dit n'est nullement exclu dans cette perspective — mais il ne s'agit pas aujourd'hui d'une bataille défensive contre un fascisme montant : il s'agit d'une bataille offensive contre un capitalisme en difficulté.

Certes, nous ne reprendrons pas à notre compte les erreurs du communisme des années 30, de la stratégie des « sociaux-traitres » et de « l'unité à la base », épuisant le mouvement ouvrier dans une vaine polémique interne en face de l'adversaire commun. Mais nous ne tomberons pas non plus, à la seule évocation du danger fasciste, dans une conception défaitiste de l'unité.

Le risque fasciste n'a de chance de se concrétiser que si le mouvement des masses échoue dans sa mission historique, s'il avorte, faute d'objectifs clairs et de direction politique. C'est pourquoi l'on ne combat pas le fascisme, aujourd'hui, par des stratégies d'alliances incompatibles avec une ligne offensive. On le combat en développant hardiment les actions de masse, en unissant les forces socialistes, en entraînant les forces politiques et syndicales dans la lutte pour le socialisme. □

HISTOIRE DES DÉMOCRATIES POPULAIRES

PAR FRANÇOIS
FEJTŐ

Tome 1 : L'ère de Staline (1945-1952)

Un volume 448 pages 30 F

Tome 2 : Après Staline (1953-1968)

Un volume 536 pages 36 F

Collection "Esprit"
dirigée par Jean-Marie Domenach

SEUIL

Mutualité

Le sens de notre campagne

« Plus de 500 meetings, 35 dans le seul département du Gard, 47 en Loire-Atlantique, jamais campagne du P.S.U. ne fut plus dynamique. » Tel est le bilan que pouvait tracer Michel Rocard, secrétaire national du Parti, au cours du meeting organisé, lundi soir à la Mutualité par les fédérations de la région parisienne.

Près de 2 000 personnes étaient venues entendre les orateurs de notre parti, définir les mots d'ordre de lutte que nous proposons aux travailleurs dans les batailles politiques actuelles, et notamment celle du référendum. Mais, en vérité, bien peu traditionnel était ce meeting. Pas de banderoles tapageuses, de discours ronflants, d'hymnes revigorants et de salves d'applaudissements télécommandés, mais des militants engagés dans les luttes sociales de tous les jours. Avec une attention soutenue, ils suivaient les démonstrations rigoureuses des dirigeants du Parti, dont ils nourriront demain leur combat au service du socialisme.

Car c'est de l'alternative à apporter au régime capitaliste bien plus que des tranches conjoncturelles des salons du XVI^e qu'il fut question lors de ce meeting. Et c'est dans cette recherche des moyens d'opposer le pouvoir des travailleurs à toute autre solution, quel que soit le baptême qu'elle recevrait, que prennent tout leur sens les messages que les organisations du mouvement de mai ont tenu à apporter au cours de cette réunion. Tour à tour, les représentants du comité d'initiative pour un mouvement révolutionnaire, de Lutte Ouvrière, de l'Union Nationale des Etudiants de France vinrent dire à la tribune les raisons de leur lutte ; la lecture d'une lettre de l'Union régionale parisienne C.F.D.T. et d'un message du Parti communiste marxiste-léniniste de France nourrissaient le débat. Entre militants, pour la victoire du socialisme. La lutte continue !

Manuel Bridier :

Le colonialisme dans nos régions

« Pourquoi parler du projet de réforme gaulliste ? Pas pour rallier les hésitants (s'il y en a parmi nous). Mais si certains votaient non en rejetant une éventuelle possibilité de régionalisation, rassurons-les : il n'y a rien dans les réformes proposées qui réponde aux problèmes. Ce sont des réponses caricaturales.

Pourquoi mettre le problème de la régionalisation à l'ordre du jour ? Pour résoudre les contradictions profondes du système capitaliste. Il essaie de mettre de l'ordre dans ses affaires, d'introduire la rationalité dans l'économie, c'est-à-dire la rationalité dans l'exploitation. C'est l'objet des concentrations d'usines, des regroupements de bureaux d'études et de circuits commerciaux, des réductions de main-d'œuvre : toutes mesures qui aboutissent à un énorme gâchis de ressources et de potentialités économiques, et qui retombent sur les salariés.

Ce déclin du capitalisme pesait dans les régions, faisant naître une prise de conscience des couches nouvelles qui font l'expérience de l'exploitation capitaliste.

L'aspiration régionaliste connaît ainsi un nouvel essor dont le régime essaie de se servir. Dans les entreprises, c'est le piège de la participation. Dans les régions, c'est le piège de la régionalisation gaulliste. Il s'agit de faire croire aux gens qu'ils sont consultés. Mais ce n'est qu'une parodie.

Il ne s'agit pas de décentralisation, ni même de déconcentration technique, mais d'une démultiplication du pouvoir unique. A côté du képi du général, vingt et une petites têtes coiffées de casquettes de superpréfets.

Outre, le singulier enchevêtrement de membres élus au 2^e ou 3^e degré, de notables, de membres de droit et de « socio-économiques », signalons le système fiscal et financier qui leur interdit toute indépendance.

Comment ne pas faire le parallèle entre cette singulière libération des provinces et l'indépendance des colonies d'Afrique noire ? La régionalisation gaulliste, c'est le néo-colonialisme à l'échelle de la région.

Dans une société socialiste, le plan de la régionalisation se posera aussi, mais sur ses bases véritables : la lutte permanente contre le centralisme bureaucratique, implique une organisation décentralisée du pouvoir populaire, avec l'auto-

gestion des entreprises, le pouvoir des comités de base, une vie démocratique réelle à tous les échelons.

La régionalisation occupe une place importante dans le programme de notre parti, mais elle ne constitue pas à elle seule une recette miraculeuse.

L'autonomie régionale, comme l'autogestion des entreprises n'ont de sens qu'à un niveau supérieur de démocratie dans une société où les travailleurs peuvent décider et appliquer des décisions conformes à l'intérêt général, c'est-à-dire dans une société socialiste. » □

André Barjonet :

Luttes politiques et syndicales

André Barjonet montre, par des exemples concrets, la montée des luttes sociales dans les usines ; luttes caractérisées (Antar-Donges, Renault-Le Mans, Peugeot-Sochaux, Merlin-Grenoble), par les initiatives créatrices de la base ouvrière animée par les groupes d'entreprises P.S.U. et les organisations de mai.

Il dénonce, à cette occasion la prétendue « stratégie » de luttes sectorielles (E.D.F.) non coordonnées ou de « journées d'action » dont le seul but (à tout le moins le seul effet) est d'illusionner les travailleurs sur les possibilités réelles d'obtenir des résultats tangibles.

André Barjonet montre alors que la seule solution valable consiste à lier les luttes syndicales quantitatives et les luttes politiques par la médiation des luttes qualitatives et, notamment, par l'action en faveur du contrôle ouvrier, préfiguration du pouvoir ouvrier et de l'autogestion. □

Jacques Kergoat :

Développer les luttes

S'attachant d'abord aux problèmes parisiens, Jacques Kergoat, dénonce la volonté du pouvoir de lamener toute représentation collective des Parisiens : « Depuis la Commune, Paris fait peur à la bourgeoisie. Et c'est le même état d'esprit qui faisait autrefois Hausmann élargir ses avenues, qui fait aujourd'hui Grimaud goudronner ses rues ». Il évoque, ensuite, l'opération « Poissons » de la veille en se réjouissant qu'elle ait démontré que des luttes de masse extra-parlementaires étaient possibles. Il sera nécessaire, ajoute-t-il, de développer ce type de luttes et il s'interroge sur la volonté du Parti communiste français de mener ces luttes. □

Michel Rocard :

Le socialisme est actuel

« La remontée des « non » dans les derniers sondages peut donner à penser qu'une victoire n'est plus exclue. De toute façon, le général de Gaulle n'aura pas la confiance massive qu'il espérait. Il n'a plus la « baraka » et le régime ne peut sortir qu'affaibli de cette consultation.

« Mais alors, il faut se demander d'abord pourquoi il a pris ce risque, quand il avait une majorité sans exemple et une opposition divisée et impuissante ? C'est d'abord qu'il se devait de se réaffirmer face à Pompidou. C'est surtout que, depuis mai, le gaullisme ne se survit que par la théocratisation : l'artifice de la dissolution, le suspense de la non-dévaluation et maintenant la dramatique du référendum.

« Mais en coulisse, les problèmes ne cessent de s'aggraver, la situation économique, sociale et universitaire de pourrir.

« Pour nous, il s'agit de résoudre deux problèmes indissolublement liés : abattre le gaullisme et le remplacer par un gouvernement de transition vers le socialisme, appuyé sur les masses populaires. Ce qui signifie d'abord que nous ne pouvons laisser croire que la coalition des « non » peut en quoi que ce soit préfigurer la solution à venir.

« Ni l'alternative centriste, de Tixier à Defferre, ni l'« unité de la gauche » fondée sur une hégémonie de fait du P.C.F. qui émasculerait les luttes de tout leur contenu politique ne constituent une vraie solution de rechange au gaullisme.

« La seule solution aux problèmes actuels est l'alternative socialiste, dont l'ampleur du mouvement de mai a montré qu'elle était possible. Nous aurons peut-être pas deux fois cette même chance.

« Cette chance, pour la saisir, les militants socialistes de ce pays devront d'abord exercer une pression collective pour faire évoluer la lourde machine paralysée du P.C.F. Pour supplanter le socialisme au gaullisme, l'ensemble des travailleurs devront intensifier leur lutte. Du moins une défaite de De Gaulle aurait-elle ce mérite de clarifier les affrontements et de détruire le mythe dont certains travailleurs sont encore victimes.

« Les contradictions du système qui nous régit, la crise qui atteint un nombre croissant de secteurs et de classes de ce pays font qu'aujourd'hui les solutions socialistes apparaissent, de plus en plus clairement, comme les seules possibles. Notre tâche est de leur donner forme et puissance.

« Quel formidable événement mondial que les travailleurs de France imposent un pouvoir socialiste. Camarades, cela devient possible. Cela dépend de vous. » □

Du bon usage de la critique

Jean-Marie Vincent

Le numéro 16 de « Rouge » contient un article consacré au congrès de Dijon du P.S.U. Il est évidemment critique, très critique même. Nous ne nous en étonnons pas et nous nous en félicitons, si malheureusement le niveau de ladite critique ne laissait fortement à désirer. Le schéma en est très simple : le P.S.U. est un parti hétérogène, à majorité techniciste bourgeoise, mais il y a dans son sein un réel courant révolutionnaire avec lequel il faut rechercher une confrontation militante.

Sur la classe ouvrière

Pour arriver à démontrer cette affirmation « a priori », tous les arguments sont bons. En particulier, l'attitude ouverte prise par la totalité des rapporteurs des commissions consacrées aux thèses en reconnaissant le caractère imparfait, et par conséquent perfectible de celles-ci, est présentée comme une justification de tous les opportunistes et comme un moyen pour retenir les éléments droitiers dans le parti. A ce propos le camarade Bridier qui défendit la thèse sur les bases sociales du parti est particulièrement visé, sans que l'auteur ou les auteurs de l'article se soient donné la peine de suivre son argumentation ou de regarder de près les textes. Essayons de les résumer. Si l'on ne veut pas en rester à une définition purement dogmatique de la classe ouvrière et des travailleurs productifs (c'est-à-dire producteurs de plus-value), il faut arriver à déterminer concrètement où et quand certaines catégories de salariés sont en train de passer dans les rangs du prolétariat à la suite du bouleversement incessant des forces productives. Cela engage à mener des enquêtes et des investigations en fonction des données fournies par la lutte des classes autant que par des analyses abstraites. Les ouvriers d'industrie restent la partie fondamentale du prolétariat, le noyau autour duquel s'organisent les combats essentiels, mais cela n'empêche pas que d'autres couches en voie de transformation puissent apporter une contribution importante à la lutte socialiste. On voit par là qu'il ne s'agit pas d'une approche « technologique » du problème, mais d'une approche à la fois scientifique et politique.

Les thèses en question ne prétendent pas régler le problème, mais entendent orienter l'ensemble du parti vers un échange permanent entre théorie et pratique et lui faire adopter une attitude expérimentale. Dans le même sens la thèse sur l'organisation et la résolution sur l'action dans les entreprises invitent tous les militants du parti à accomplir des tâches précises quant aux formes d'insertion dans la réalité sociale (en particulier la campagne sur le contrôle ouvrier).

De la conquête du pouvoir à la stratégie

Un deuxième ordre d'arguments employés par l'article de « Rouge » concerne les problèmes de l'Etat. Les thèses esquiveraient la nécessaire destruction de l'Etat bourgeois en ne parlant que de la « maîtrise du gouvernement » ou des « pouvoirs décentralisés et non politiques » et feraient par là des concessions à l'esprit technocratique ou au « révolutionnarisme chrétien » qui ne pense qu'en termes de pouvoirs locaux ou d'entreprise. Fait aggravant, les organes démocratiques de gestion de l'économie prévus par les thèses auraient une teinte d'autogestion à la yougoslave. Là encore, on ne peut qu'admirer la capacité de nos critiques à ignorer ce qui va directement à l'encontre de leurs affirmations. La thèse numéro 3 sur la nécessité et l'actualité du socialisme fixe clairement comme objectif : « Abattre le régime capitaliste et instaurer l'hégémonie politique du prolétariat. »

Les thèses suivantes reviennent à plusieurs reprises sur cette question et précisent le double mouvement qui est conquête du pouvoir central en même temps qu'édification à partir de la base d'organes de pouvoir qui ont à se centraliser. Il s'agit d'une esquisse de ce que doit être la dialectique, destruction de l'ancien, construction du nouveau dans la période de la prise du pouvoir et de la transition vers le socialisme. Les références qui sont faites à ce propos à l'autogestion yougoslave, à la Révolution culturelle chinoise, aux tentatives cubaines de lutte contre la bureaucratie et au Printemps de Prague ne visent pas à délimiter

un modèle de construction du socialisme, mais à montrer la permanence, après le renversement du capitalisme, des problèmes soulevés par le bureaucratisme d'origine bourgeoise (que ce soit sous la forme du monolithisme stalinien ou d'autres formes).

Que nous ne fassions pas de l'autogestion yougoslave une panacée, il suffit pour s'en rendre compte de lire les passages des thèses qui font des réserves sur l'autonomie des entreprises. Le caractère inachevé, contradictoire des expériences accumulées dans les pays en transition vers le socialisme ne nous échappe pas et nous nous gardons bien de les sacraliser, mais nous voulons apprendre d'elles et peu à peu préciser nos conceptions dans ce domaine. Signalons à nos censeurs que le congrès à une très forte majorité a décidé de mettre à l'étude les problèmes de la dictature du prolétariat.

« Rouge » examine ensuite nos erreurs tactiques au cours de la période de mai-juin 1968. L'article s'arrête, entre autres, à l'autocritique du bureau national P.S.U. à propos de la manifestation du 28 mai 1968 organisée par la C.G.T. et en tire la conclusion qu'il s'agit de la conséquence logique d'une politique opportuniste en l'absence d'une compréhension stratégique révolutionnaire de la lutte.

Nous ne voulons pas affirmer que la direction du P.S.U. et le parti lui-même étaient au cours de mai-juin en possession d'une conception stratégique tout à fait claire et tout à fait adaptée aux moyens dont ils disposaient. La préparation politique était insuffisante et effectivement le P.S.U. (comme d'autres d'ailleurs) a été plus porté par l'événement qu'il ne l'a maîtrisé. Mais nous voudrions faire remarquer que le P.S.U. a été à peu près seul parmi les organisations se situant à gauche du P.C.F. à proclamer ouvertement que la question du pouvoir était posée, à appeler dès le 17 mai à la formation de comités d'action populaire pour élargir et structurer le mouvement.

La direction du P.S.U. en outre s'est préoccupée d'élaborer la plate-forme d'un gouvernement de transition vers le socialisme, susceptible de rassembler les forces du mouvement. On peut lui reprocher d'avoir perdu du temps à essayer d'obtenir l'accord de P.M.F. qui ne voulait ni ne pouvait accepter cette orientation, on ne peut lui reprocher de s'être placée sur une orientation Mitterrand-Mendès France qu'elle a publiquement récusée (voir rapport du B.N. au congrès de Dijon). Dans la singulière logique de « Rouge » tout se passe comme si une autocritique était la manifestation d'une volonté de récidive.

Contre le sectarisme

Nous sommes enfin pour « Rouge » un parti hétérogène, non cen-

tralisé oscillant entre le gauchisme le plus sectaire et le pire « réformisme ». Laissons de côté les oscillations entre le gauchisme le plus sectaire et le pire réformisme, puisque rien de précis ne vient étayer ce diagnostic, examinons le reproche d'hétérogénéité et de non-centralisme. Il est évident ici qu'on est en face de la vieille critique chère au P.C.F. contre le P.S.U. aux multiples tendances. Disons-le franchement, cela ne nous paraît pas sérieux. La thèse 14 sur l'organisation se posait explicitement pour objectif de permettre une meilleure expression de la démocratie dans le parti tout en facilitant le processus de centralisation politique (échanges permanents entre la base et le sommet). De même la thèse intitulée de « la politique du programme » avait pour but de montrer les moyens de dépasser la diversité des situations vécues pour parvenir à l'unité politique. On peut même dire que toute la procédure de préparation du congrès (long document préparatoire, long délai de préparation, ouverture d'une discussion sur des problèmes fondamentaux) visait à favoriser l'homogénéisation du parti, en faisant ressortir les incertitudes, les problèmes non réglés, les progrès à effectuer. Si cela est contraire à la centralisation, alors il ne reste plus effectivement que le monolithisme, c'est-à-dire le contrôle absolu d'une direction sur une base passive.

*
**

En définitive, nous avons bien peur que nos camarades de « Rouge » ne se soient laissés guider par le sectarisme et non par la volonté de faire progresser l'ensemble de l'extrême gauche née en mai ou renouvelée par lui. Rassemblés maintenant pour la majorité d'entre eux dans la « Ligue communiste » ils semblent avoir la tendance à tout ramener aux exigences du renforcement immédiat de leur organisation, conçue comme le noyau autour duquel se fera le parti révolutionnaire. Ils risquent ainsi de tomber dans le travers de l'organisation pour l'organisation, alimentant ainsi les tendances spontanéistes qu'ils prétendent combattre et les combats de sectes qu'ils disent réprouver. Leur réponse aux propositions de « Lutte ouvrière » va malheureusement dans ce sens.

Nous sommes, certes, convaincus qu'il ne suffit pas de mettre les groupes ou groupuscules dans une même organisation pour régler le problème du regroupement révolutionnaire. Nous sommes même persuadés que le résultat serait négatif. Il reste néanmoins qu'il faut aller de l'avant d'une part en organisant des confrontations, d'autre part en mettant à l'épreuve les possibilités de convergences dans l'action. Il ne sert à rien de prétendre qu'on a en poche le programme révolutionnaire, si l'on n'est pas prêt à le vérifier, à le modifier et à l'enrichir par une pratique politique unificatrice. Assez de présomption, assez de volontarisme. Un peu plus de sérieux. □

Y a-t-il un avenir pour la sécurité sociale des mines ?

Yvonne Marchi

Le cas des régimes spéciaux de Sécurité sociale pose un problème réel et très difficile à résoudre. Autant il semble normal que tout le monde soit affilié à un régime général, autant il est évident qu'il ne faut pas laisser disparaître les régimes spéciaux sans en avoir étudié et généralisé certains avantages qui ont fait leurs preuves.

Lorsqu'en 1946 fut créée la Sécurité sociale dans les Mines et institutionnalisé le régime minier dans un cadre plus général, les statuts de la Caisse Autonome de Sécurité sociale dans les Mines firent référence au statut de la Fonction publique et spécialement à la Caisse des dépôts et consignations.

La C.A.N.S.S.M. (1), qui coiffe les institutions du régime, exerce une certaine tutelle sur elles et joue un rôle dans l'instruction et même le paiement de nombreuses prestations de Sécurité sociale, devint ainsi un établissement privé gérant un service public.

Cette qualification permettait alors de ménager les intérêts de tous, le caractère d'autonomie semblait préservé de l'emprise de l'Etat et cet organisme demeurait alors l'œuvre des mineurs.

On était, à l'époque, en plein développement de la production minière, en particulier pour les mines de charbon. L'essor du secteur minier était l'un des facteurs du redressement économique de l'après-guerre et c'est pourquoi des avantages importants étaient consentis aux mineurs telle « l'allocation spéciale » permettant de percevoir une prestation en sus d'un salaire minier lorsqu'on réunissait avant l'âge de 55 ans 30 ans au moins de services, ou « l'indemnité cumulative » après l'âge de 55 ans.

L'avenir de la C.A.N.S.S.M. se présentait donc de façon très optimiste et les candidats se pressaient aux concours entrant à la Caisse comme dans une administration centrale.

L'Etat comble le déficit

Aujourd'hui, la récession minière est un fait économique incontestable. Le secteur pétrolier et l'énergie atomique, secteurs en expansion, ont été écartés du régime spécial minier. La reconversion des mi-

neurs ne s'est pas faite préventivement. L'effectif en activité qui était de près de 500.000 en 1948 est passé à 302.000 au 31 décembre 1959 et s'établit fin 1968 à 197.000.

La base du régime minier, les affiliés, s'amenuise de plus en plus, les cotisations sont insuffisantes pour assurer la survie de ce régime.

Ainsi, les ministères de tutelle qui avaient dans l'esprit du législateur un simple rôle de « garde-fou » sont-ils devenus les véritables « gérants » du régime, le Ministère des Finances cumulant le

Face à cette situation, les stratégies syndicales restent sur la défensive et le rôle de la « C.F.T.C. maintenue », pour l'inaction qui qu'il arrive, pèse lourd dans la balance.

Le problème ne devrait vraisemblablement pas devenir crucial avant 1975. Actuellement, les retraites anticipées donnent un surcroît de travail. Il a été décidé une étude approfondie des solutions possibles :

— fonctionnarisation pure et simple s'ajoutant aux droits acquis représentés par le statut du personnel, statut qui sert à l'heure



doubling rôle de tuteur et de pourvoyeur de fonds.

L'Etat comble le déficit du régime minier dans tous les domaines, vieillesse, maladie, maternité, prestations familiales, accidents du travail et maladies professionnelles.

Quelle sera l'attitude de la C.G.T. ?

Cette situation est ressentie de manière particulièrement angoissante tant par les mineurs que par le personnel des organismes mineurs de Sécurité sociale.

Le personnel de la C.A.N.S.S.M. ne bénéficie pas du statut de la Fonction publique, il n'est donc pas protégé en cas de licenciements.

Tablant sur un nombre de mineurs de 100.000 en 1975, il faut se rendre à l'évidence ; la C.A.N.S.S.M. ne survivra pas avec ses effectifs actuels.

actuelle de contrat de travail collectif ;

— établissement d'un tableau d'équivalence des postes entre la C.A.N.S.S.M. et le régime général, avec une priorité ou au moins une possibilité de mutation sur demande ;

— intégration individuelle ou par tranches pour laquelle il semblerait qu'un décret interministériel suffise.

La question est à l'étude mais l'avenir dépend aussi de l'attitude que prendra en particulier la C.G.T. La défense par secteur et l'action défensive sont inefficaces, il faut passer à l'offensive et imposer par des mouvements d'ensemble des solutions permettant une réelle sécurité d'emploi. □

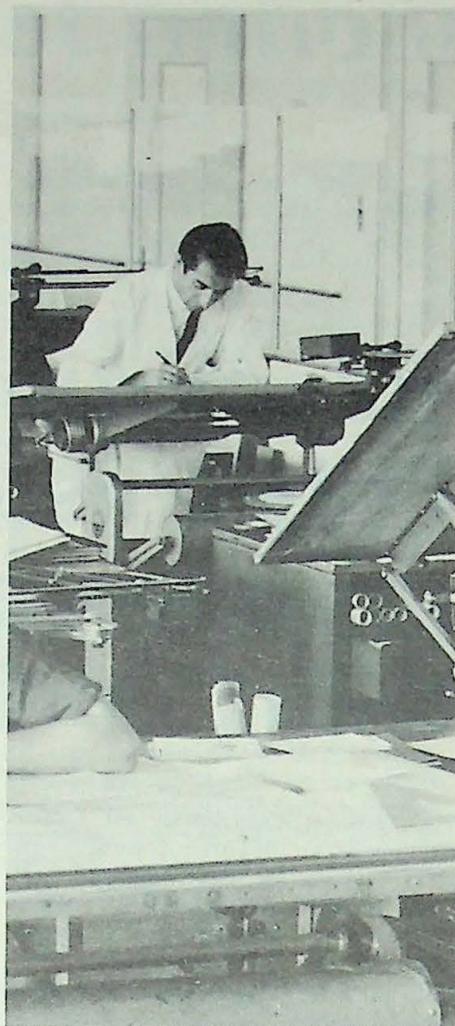
(1) Caisse Autonome Nationale de Sécurité Sociale des Mines.

La Recherche en péril

On assiste actuellement à une attaque en règle du pouvoir capitaliste contre les services publics. Sous prétexte de rentabiliser ces secteurs d'activité, on liquide, en fait, les vestiges de structures issues de 36 ou de la Libération. Le C.E.A. (Commissariat à l'Energie Atomique) est une cible de choix.

Créé en 45 pour développer les sciences et techniques nucléaires, il représentait, à ses origines, une exception par rapport à l'ensemble des autres activités de même nature confiées au C.N.R.S. Chargé plus spécialement de l'étude des Piles Atomiques, son domaine d'activité devait rapidement s'étendre à des disciplines annexes : biologie, radio-éléments, électronique. Plus tard devait être créé le Département des Applications militaires qui vit se développer, en 58, la recherche sur la bombe atomique. Si les deux activités, civile et militaire étaient séparées en centres et en directions différents, le secteur civil devait, par les transferts de moyens financiers et d'études parallèles, servir de couverture aux études militaires, camouflant ainsi le budget réel de la force de frappe.

Marché idéal pour l'industrie, le C.E.A. est devenu rapidement un marché sans histoire, source de profits faciles et de manipulations économiques où les hommes du pouvoir ont eu une place de choix dans des entreprises à leurs mesures (Pisani, Baumgartner, Giscard).



Collombert

Où en est le C.E.A.

Les études sur la bombe atomique ne nécessitant plus un important support technique et l'électro-nucléaire ayant été sacrifié à l'intérêt des « Pétroliers » qui ont su agir internationalement, cet énorme potentiel technique, la première unité de recherche de France, 40.000 travailleurs, restait disponible.

Le pouvoir capitaliste se trouve devant un choix difficile, tiraillé d'autre part entre les contradictions d'une bourgeoisie nationale et rétrograde et un capitalisme heureux de se mettre au service du capitalisme américain.

Détruire tout ou partie de ce grand ensemble c'est priver l'industrie d'un débouché facile et provoquer une crise dans des secteurs industriels maintenant difficilement.

Reconvertir les différents secteurs d'activité du C.E.A. et les garder à l'extérieur du secteur privé c'est priver le capitalisme de son terrain de manœuvre. Le pouvoir semble avoir choisi une autre voie pour la liquidation du C.E.A. en tant que tel par la balkanisation de ses moyens techniques et humains offrant à l'industrie des laboratoires de recherche que celle-ci n'a jamais voulu monter, préférant l'achat de brevets américains à une recherche toujours risquée.

Pour favoriser cette opération, on multiplie les campagnes d'intoxication par la presse pour dire qu'il y a quinze mille travailleurs de trop sans expliquer pourquoi ils seraient en trop.

A l'intérieur, on assiste à la multiplication des syndicats corporatistes et des groupes de droite. L'un d'eux, l'U.N.G.O.R.F.E.N., créé par d'anciens militaires et très lié au pouvoir, s'est choisi comme conseiller Léo Hamon, député gaulliste de l'Essonne. Il a su choisir un style et des méthodes qui

rappellent les syndicats espagnols (officiels) et s'est fait reconnaître par l'administration qui espère trouver là un interlocuteur valable au moment de la signature de la convention de travail.

Dans l'élan de mai, des conseils d'unité ont été constitués ; prévus au départ pour exercer un véritable pouvoir, ils sont devenus des organes de contrôle et d'information soumis à l'opposition de la hiérarchie qui a essayé de les récupérer et quelquefois réussi, et à la méfiance des organisations syndicales, incapables de s'adapter à ces structures issues de mai. Ils ont, de ce fait, perdu leur force. Les organisations syndicales n'ont pu jusqu'à présent aborder les problèmes de fond qui se posent à la recherche. Elles se contentent bien souvent de défendre coup par coup les revendications immédiates sans expliquer la situation présente et les moyens d'y remédier, défendant bien souvent des positions conservatoires sinon conservatrices.

A la tentative de destruction du C.E.A. et par-delà celle de la recherche fondamentale et appliquée, les syndicats ont répondu par la défense des structures en place.

Le rôle d'une section d'entreprise P.S.U. est de montrer les incohérences de la politique du pouvoir, ses dangers et de dégager des perspectives mobilisatrices.

Les sections P.S.U. des différents centres du C.E.A. se sont attelées à cette tâche en collaboration avec d'autres travailleurs et des représentants de la commission économique de notre parti. Seule une société socialiste peut répondre à un certain nombre de questions. — La recherche pour quoi faire ? et au profit de qui ?

Le chaos qui existe dans ce secteur d'activité est voulu par le capitalisme qui n'agit qu'en fonction de son profit immédiat, entretenu par les rivalités d'intérêt des « mandarins » qui jouent leur propre carrière.

Il est favorisé par le manque de perspectives des syndicats qui se bornent à une action défensive, certes nécessaire mais insuffisante, pour animer l'action des travailleurs et envenimé par l'esprit de clocher qui existe dans les différents « organismes », C.E.A., C.N.R.S., E.D.F.

Il est temps de mettre en place de véritables assises de la recherche et des techniques avancées avec la participation de tous les travailleurs concernés. Ceux-ci pourront montrer quels moyens ils envisagent pour promouvoir une politique de la recherche dans une société socialiste.

Là encore, le P.S.U. doit avoir un rôle d'animateur pour donner un contenu politique et éviter les dérives technocratiques, toujours dangereuses en ce domaine. □

Greve à Usinor-Dunkerque

Usinor-Dunkerque : Acier-sur-mer, l'usine la plus moderne d'Europe que l'on vient visiter de partout, l'espoir de toute une région sur laquelle planent les affres de la récession : « Usinor, c'est tout Dunkerque », assure M. Maurice Borgeaud, P.D.G. du groupe (« Le Monde » du 17-4), qui s'apprête d'ailleurs à fermer les portes de l'usine de Louvroil, dépassée par le nouveau géant.

Usinor, c'est aussi le trust de l'acier, un patronat de combat, d'une telle intransigeance qu'en mai-juin derniers les travailleurs dunkerquois durent attendre 36 jours pour, ayant obtenu un commencement de satisfaction, reprendre le travail. Usinor, c'est le règne de l'irresponsabilité capitaliste.

Le 30 janvier dernier, les délégués du service « mouvement » de cette usine déposèrent auprès de la direction un cahier de revendications. Les 233 travailleurs de ce service, qui assurent les transports ferroviaires et routiers à l'intérieur de l'usine, demandent en effet un réajustement de leurs salaires de 5 % et une amélioration de leurs conditions de travail : accrocheurs de wagons et conducteurs de locotracteurs, ils sont soumis été comme hiver (et il est rude sur les bords de la mer du Nord !) à toutes les intempéries et, en raison de la nature même de leur travail, ils sont constamment à la merci d'un accident.

Le 10 février, n'ayant pas obtenu de réponse de la direction, les travailleurs de ce service déposent un nouveau cahier de revendications. Le 29 mars, nouvelle démarche et... toujours pas de réponse.

Le 1^{er} avril, enfin, la direction répond, et c'est un « non » : elle estime ne pouvoir accorder à ce service que 2,5 % d'augmentation.

Aussi, les travailleurs du service « mouvement », sans attendre de nouvelles et aléatoires négociations (il y a des précédents !), décident-ils de se mettre en grève le même jour dès le poste de 13 h. La direction persistant dans son attitude négative, très vite cet arrêt de travail paralyse l'ensemble de l'usine... Il en sera ainsi pendant huit jours.

Une question est dès lors présente à l'esprit des travailleurs d'Usinor, de ceux qui sont en grève et de ceux qui, malgré eux, sont mis au chômage technique par la direction : Qui est derrière leur direction ?

En effet, qui est derrière la direction d'Usinor-Dunkerque.

• Pour qu'elle puisse laisser traîner en longueur des grèves et perdre des millions dès l'instant qu'elle ne produit pas avec un outil moderne, financé en bonne part par les contribuables (emprunts publics et autres).

• Pour qu'elle puisse jeter « de l'huile sur le feu » et tenter de semer la division entre des travailleurs :

— en allant sur le tas faire appel aux autres travailleurs de l'usine pour suppléer les grévistes ;

— en faisant appel par voie d'annonce publicitaire dans la presse à des travailleurs temporaires, étrangers à l'usine, pour accomplir la tâche du personnel en grève (ces deux appels, bien sûr, ne furent pas entendus) ;

— en dépensant des centaines de milliers de francs pour envoyer à chacun des 4.400 employés de l'usine deux lettres expliquant « sa » position : « Je suis le directeur de cette usine, et c'est le cœur serré qu'à la veille des fêtes de Pâques, qui devraient être le signe de l'espérance et du renouveau, je m'adresse à vous pour tenter de sortir de ce cycle infernal... »

• Pour qu'elle puisse refuser une offre de paix sociale présentée par les organisations syndicales, pour le temps que dureraient les négociations en vue d'aboutir à un accord d'établissement ?

Qui est derrière la direction d'Usinor-Dunkerque ? Le grand capital ! L'augmentation générale de 2 % pour l'année, proposée par la Chambre syndicale patronale de la sidérurgie en dit long sur « l'effort » que le grand capital consent pour faire « tourner » l'usine sidérurgique la plus moderne d'Europe. □

Aux usines Saint-Frères

Les ouvriers ont décidé de reprendre le travail le lundi 14 avril 1969 après 15 jours de grève. Le point de départ du conflit était une décision de la direction d'augmenter arbitrairement certains ouvriers qu'elle souhaite conserver. Les ouvriers des usines Saint Frères touchent des salaires scandaleusement bas : leurs employeurs détiennent le record des plus bas salaires dans le textile. La vallée de la Nièvre mérite d'être appelée la vallée de la misère : le salaire moyen ouvrier est de 3,50 F de l'heure. Les conditions de travail sont très dures.

La décision de la direction d'augmenter ceux qu'elle considère comme de bons ouvriers résulte de la concurrence dans l'embauche que lui font les usines Procter et Gamble, installées dans la zone industrielle d'Amiens, qui offrent de bien meilleurs salaires et prospectent la vallée de la Nièvre. (Permanences dans les principales villes.)

La réaction des autres ouvriers a été immédiate. C'est à la base que le conflit a démarré et en dehors des syndicats. Constatant que la société pouvait payer plus, les ouvriers passèrent à l'action pour appuyer leurs revendications : deux ateliers débrayèrent dès 10 heures le samedi 31 mars. A 22 h, toute l'usine de Flixecourt suivait.

Les militants de la C.F.D.T. et de la C.G.T. décidèrent le surlendemain d'étendre l'arrêt de travail aux autres usines Saint Frères de la région, mais là où F.O. est majoritaire, le mouvement n'était pas suivi.

A noter qu'à Flixecourt, bastion de la grève, les employés et des techniciens participèrent à la grève tandis que, dans les autres usines, seuls les ouvriers débrayèrent. Au total, 2.000 travailleurs sur 3.000 participaient.

Devant l'attitude de la direction, d'abord hostile à toute négociation, les grévistes durcissaient leur action. Le vendredi 4 avril, après une inutile entrevue avec le chef du personnel sans pouvoirs, ils décidaient la poursuite de la grève. Les responsables alertaient les pouvoirs publics pour réunion d'une commission paritaire au niveau de Saint Frères ou de la chambre patronale.

Des négociations très pénibles n'aboutissaient pas. Mais la base affirmait sa combativité et exerçait une

forte pression, parlait même d'une marche sur Amiens. Les responsables syndicaux renforçaient les piquets de grève pour étendre le mouvement et pour en conserver le contrôle. Cependant, la direction devait finalement céder et, pour la première fois dans l'histoire de Saint Frères, une grève parvenait à arracher des avantages à la société. Les gains en salaire seront difficiles à évaluer étant donné la complexité des règles auxquelles obéissent les salaires. C'est pourquoi les délégués syndicaux, qui ont obtenu le contrôle trimestriel du livre de moyennes, considéré comme annexe du livre de paie, ont voulu une consultation de ce livre très prochaine pour apprécier les résultats.

Le droit syndical est reconnu dans l'entreprise, avec libre circulation des délégués, collecte des cotisations, panneaux d'affichage, local réservé aux organisations syndicales et distinct de celui du comité d'entreprise. Avec des patrons de combat, ce n'est pas une mince victoire. Cependant, la distribution des tracts et de la presse syndicale sur le lieu même du travail fait l'objet de réserves. La prochaine réunion nationale paritaire tranchera cette question de même que celle du paiement de la pause casse-croûte.

Regrettons la dérobade de F.O. et un communiqué de l'U.D.F.O. déplorant la combativité des « jeunes loups de la C.F.D.T. ».

Il n'est pas possible de conclure sans déplorer que des membres du service d'ordre C.G.T. (permanents du P.C. et de la C.G.T., militants de la C.G.T.) se soient attaqués au cours de la manifestation du samedi 12 avril à Amiens, à des militants de l'U.N.E.F. venus affirmer leur solidarité aux travailleurs en lutte.

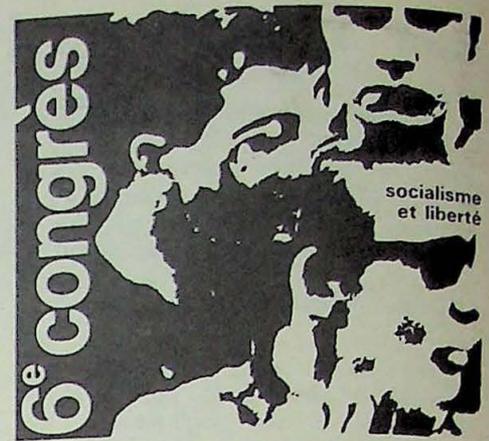
L'objectivité nous oblige également à reconnaître que des militants de la C.F.D.T. prirent chaque fois leur défense. La répression n'est donc plus le seul fait du pouvoir ? □

● En bref

- La lutte se durcit dans la sidérurgie caennaise. Les débrayages se multiplient parmi les horaires de la S.M.N. et gagnent maintenant les mensuels. Les conditions de travail faites aux travailleurs de la sidérurgie sont de plus en plus insupportables. C'est dire si la bataille du contrôle ouvrier est ici à l'ordre du jour !

- De façon brutale, la direction des usines Merlin-Gerin (Grenoble) est passée à l'offensive. Cinq délégués syndicaux C.G.T. sont sanctionnés et menacés de licenciement pour réunion dans l'entreprise. (C'est-à-dire pour application stricte de la loi sur les droits syndicaux !) Le masque paternaliste de Merlin-Patron de pointe en ce qui concerne les liaisons Université-Industrie, est brusquement arraché.

Des débrayages ont déjà eu lieu, et face à la répression les rangs se resserrent. Ce durcissement n'est pas indépendant des bruits de rachat de Merlin-Gerin par une société américaine. Il faut mettre de « l'ordre » dans la maison avant d'être aux ordres du capitalisme américain.



Résolution sur l'organisation des groupes et sections d'entreprises

Le groupe d'entreprise est l'unité de travail au départ. Il peut s'agir même de un ou deux camarades et il n'y a aucun préalable à leur organisation (ni l'appartenance syndicale, qui est souhaitée ensuite multiple ni le travail de préparation qui est nécessaire APRES la constitution du groupe et non AVANT).

Le groupe ou la section d'entreprise a une autonomie d'élaboration et d'action de la lutte politique sur le lieu de travail. Il doit avoir les moyens financiers pour développer son travail.

Aucun groupe ou section d'entreprise ne peut vivre s'il n'est pas assuré du soutien de la section locale. Mieux encore, il est capital de garder une grande partie de l'action en commun.

La transformation du groupe en section apparaît quand les travailleurs adhèrent au parti dans l'entreprise. Cette transformation ne change rien en ce qui concerne les liens avec la section locale, et les militants sur l'entreprise peuvent continuer, dans la section, à garder leur appartenance à une section locale s'ils le désirent.

Dans les villes universitaires les groupes ou sections d'entreprises sont systématiquement jumelés avec les sections E.S.U. dans le cadre de notre option fondamentale de jonction des luttes étudiantes et ouvrières.

Pour les petites entreprises, il est proposé de créer des sections inter-entreprises en liaison étroite avec la section locale qui devient la « matrice » des différents groupes d'action.

Des stages de formation spécifiques pour les militants des entreprises seront organisés sur le plan régional par la Commission Nationale d'Entreprise.

Pour l'animation.

Le secrétaire de groupe ou de section est choisi parmi les camarades n'ayant pas de responsabilités syndicales élevées, par contre, un délégué du personnel ou un membre du comité d'entreprise peuvent remplir

ces fonctions politiques (un mandat électif n'est pas un mandat syndical).

C'est dans la vie réelle des groupes et sections d'entreprises que se pose le problème des rapports parti-syndicats. C'est donc dans la confrontation sur le terrain, voire au travers de conflits que progressera la prise de conscience par les travailleurs de la nécessité d'allier la lutte revendicative aux problèmes politiques de la prise du pouvoir.

Les tracts, journaux, réunions, meetings sont rédigés ou organisés avec le soutien constant des sections locales.

Le correspondant d'entreprise : il est chargé de transmettre, vers le bureau national, les informations et avis de son groupe ou section, vers ses camarades des informations venant de la Commission Nationale Entreprise.

Les deux commissions nationales (Entreprise et Economique) sont chargées d'organiser en commun la diffusion des textes, fiches, bibliographies, etc., nécessaires pour aider l'action dans les entreprises.

Dans les services publics et dans les grandes branches d'industrie (métallurgie, chimie, bâtiment, livre, etc.) il est souhaité une liaison verticale pour unifier l'action. Cette liaison doit être prioritaire dans les grands services publics et dans les filiales d'un trust unique. □

Résolution d'application

Pour lancer pratiquement la campagne d'implantation dans les entreprises, et pour résoudre les problèmes posés par les rapports parti-syndicats, la D.P.N. et la Commission Nationale Entreprise convoquent :

LE 10 MAI 1969, A PARIS
Une rencontre nationale
des responsables fédéraux
d'entreprise

(Chaque fédération devra envoyer un représentant, même si le responsable entreprise n'est pas encore désigné.)

communiquer

**PLUS SOUVENT
PLUS VITE
PLUS NET**

Les responsables des collectivités savent que le rythme des communications s'accélérent : Il leur faut être équipés d'un matériel moderne, rapide et sûr. Les nouveaux duplicateurs Gestetner (stencil et offset) ajoutent à ces qualités, une très grande simplicité de manœuvre : un opérateur, même novice, peut « sortir » des copies impeccables après quelques quarts d'heure d'entraînement.

Voulez-vous être complètement informé sur les récents progrès de la duplication, et en particulier sur la gravure automatique des stencils ? - Demandez à GESTETNER sa documentation n° 855 - 71, rue Camille-Groult à Vitry - tél. 482-47-85.

Gestetner



Les événements de Tchécoslovaquie ne peuvent laisser indifférent aucun socialiste dans le monde.

Comment y voir clair ? Nous rapportons ici les témoignages de Serge Mallet et Rémy Grillault, de retour de Tchécoslovaquie.

Éléments d'un débat qui ne manquera pas de se poursuivre, et sur lequel nous reviendrons.

Communisme démocratique et national-communisme

Serge Mallet

Les Soviétiques n'ont pas encore gagné la partie qu'ils ont engagée au mois d'août 1968 en lançant 600 000 hommes à l'assaut du « socialisme à visage humain » qui se développait en Tchécoslovaquie. Lorsque le maréchal Gretchko, promu aux extraordinaires fonctions de « gouverneur des territoires d'Europe centrale » selon la lettre qui le mandatait auprès du C.C. du P.C.T., menaçait de réoccuper Prague si un changement substantiel de politique — et de direction — n'intervenait pas, il savait ce qu'il voulait : la tête de Dubcek et de Smrkovsky, dont la popularité devenait de plus en plus inquiétante ; mais il savait aussi qu'il ne pourrait pas obtenir TOUT ce qu'il voulait : la remise de la direction du Parti entre les mains de la vieille équipe novotnyste, des hommes que Moscou s'appropriait en août 68 à placer à la tête d'un gouvernement à sa dévotion.

Gustav Husak, un « communiste nationaliste »

L'accession au pouvoir de Gustave Husak, cet homme d'Etat d'origine bourgeoise, rallié au communisme vers la fin de la guerre, réserve en effet de nombreuses surprises à la direction du P.C.U.S. qui ne l'a sans doute entérinée que comme un compromis. Farouchement nationaliste (et nationaliste slovaque), ayant montré au cours de ses huit années de prison sa fermeté de caractère, l'homme qui fut, en 1967-68, l'un des plus farouches adversaires de Novotny n'a rien du simple pion que les Russes manœuvreront à leur guise. Déjà, au lendemain du mois d'août, un des théoriciens du renouveau tchécoslovaque me confiait : « Dans toute la direction du P.C.T., il n'y a qu'un seul homme politique capable de faire face à une telle situation, c'est Husak. Mais... il est si peu communiste ! »

Les Russes n'ont pas encore gagné la partie ; le socialisme, lui, l'a sans doute perdue pour longtemps. Car l'arrivée au pouvoir des « réalistes » à la Husak ne signifie nullement un retour au conservatisme novotnyen, mais marque — pour un certain temps au moins — la défaite de l'authentique mouvement révolutionnaire.

L'intervention soviétique, en provoquant une réaction populaire quasi instinctive contre « l'occupation étrangère », a masqué les problèmes politiques propres à la situation tchécoslovaque. Elle ne les a pas pour autant fait disparaître et l'on ne peut comprendre la montée au pouvoir de Husak sans les mettre en lumière.

D'abord une crise dans l'appareil

Parmi ceux-ci, l'importance de la question nationale slovaque a joué, dans le développement de la crise et dans son dénouement provisoire un rôle que l'on est parfois stupéfait de voir des marxistes oublier aussi facilement.

« Le Printemps de Prague », ou, pour parler clair, la révolution anti-bureaucratique, fut en Tchécoslovaquie la conjonction d'une double opposition : celle de ce qu'on appelle d'un terme ambigu les « communistes libéraux » tchèques, s'appuyant sur la vieille tradition démocratique et ouvrière de la Bohême, et celle des « communistes nationaux » slovaques. Si, à partir de l'automne 1967, et notamment de la révolte des écrivains et des manifestations étudiantes de novembre, les premiers jouèrent le plus grand rôle dans le développement du mouvement DE MASSE, il reste que ces mouvements ne purent se cristalliser qu'en raison du conflit qui se déroulait AU SEIN de l'appareil du parti et de ses instances dirigeantes. Dans tout pays fortement centralisé, la crise politique est toujours D'ABORD crise dans l'appareil dirigeant, celle-ci évidemment reflétant les contradictions sociales que l'appareil n'a pu résorber.

Or, la crise de l'appareil du parti tchécoslovaque s'est principalement développée à partir des tendances à l'autonomie et à la fédéralisation qui se sont fait jour au sein de la fraction slovaque du parti.

Il reste que la rencontre de ces deux facteurs était éminemment conjoncturelle, et qu'une fois Novotny abattu et la fédéralisation proclamée, les différences de nature existant entre les deux mouvements ne pouvaient que se révéler. Ces différences sont de caractère structurel : ni le passé, ni le présent des peuples tchèque et slovaque ne présentent beaucoup de points communs, sinon d'avoir eu à souffrir des mêmes servitudes.

Bohême et Slovaquie

Dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, la Bohême-Moravie, s'appuyant à la fois sur sa tradition artisanale et sur ses matières premières, réalisait sa révolution industrielle et devenait la plus importante région économique de l'empire des Habsbourg. Le mouvement ouvrier s'y est développé dès 1860-70, parallèlement au mouvement ouvrier allemand, et comme lui sous la double influence de Marx et de Lassalle.

En 1948, le Parti communiste y avait conquis la majorité électorale sans aucune pression extérieure et ce sont bel et bien les ouvriers tchèques armés — et non l'armée soviétique absente — qui consolidèrent son pouvoir lors du fameux « coup de Prague ».

La Slovaquie au contraire, presque entièrement montagnarde, habitée par un peuple de pasteurs et de paysans arriérés, fut soumise pendant des siècles au joug obscurantiste des féodaux hongrois.

La révolution communiste a, il est vrai, beaucoup modifié le caractère de la Slovaquie. Assurés au départ de l'appui de la majorité du pays tchèque, les dirigeants communistes se sont sérieusement préoccupés de l'industrialisation de la Slovaquie moins acquise. Ils lui ont réservé une part relativement disproportionnée des investissements.

Deux âges de l'évolution historique

La conséquence de cette évolution est incontestable : si la Bohême-Moravie, avec ses vieilles usines non modernisées et souvent dégradées par l'absence d'entretien, son réseau ferroviaire archaïque et son réseau routier délabré, ses cités ouvrières d'avant-guerre, appelle irrésistiblement à la création d'une nouvelle catégorie économique : celle de « pays ex-développé », la Slovaquie, comme la Roumanie ou la Yougoslavie, a, au contraire, vu son niveau de vie s'accroître de manière substantielle.

Mais, précisément, ce développement, fondé sur l'industrie lourde et une production quantitative obtenue par des procédés technologiques arriérés, soutenu par des investissements stratégiques et les décisions politiques d'une planification étroitement centralisée, se trouve être ce que la Bohême développée ne pouvait plus supporter.

L'industrie tchèque doit, sous peine de mourir de vieillesse, se moderniser, c'est-à-dire pour elle, faire le saut qualitatif du charbon à l'atome, de la métallurgie lourde à l'électronique, du ciment aux industries plastiques. L'industrie slovaque ne peut même pas affronter cette perspective et la « réforme économique » si elle était appliquée effectivement signifierait en Slovaquie, comme dans la Yougoslavie du Sud, la fermeture de ces « usines politiques » par lesquelles on espérait détourner les paysans des églises.

Plus grave encore, la généralisation de l'autogestion ouvrière, telle qu'elle se met en place — mal-

gré les Russes — en pays tchèque n'aurait-elle pas, chez les paysans-ouvriers slovaques, les mêmes conséquences qu'en Serbie du Sud ou au Monténégro : la dilapidation des fonds de réserves, la recrudescence de l'absentéisme, le pillage plus ou moins systématique de l'entreprise au profit du lopin de terre privé, vite agrandi avec le relâchement des contraintes bureaucratiques, le triomphe des népotismes locaux ?

On ne peut ici esquisser la question : si Husak, comme beaucoup de représentants de l'intelligentsia slovaque s'est rallié au « communisme » en y voyant le **moyen le plus approprié de sortir son peuple de l'obscurantisme et du sous-développement économique**, son inquiétude devant le cours pris par l'évolution tchécoslovaque risque d'être sincère... et l'intervention soviétique n'a fait qu'accélérer le mûrissement d'un conflit qui déjà depuis le printemps, voyait les partis tchèque et slovaque ne pas marcher du même pas...

La longue marche du communisme national slovaque

La direction du P.C. tchèque, sous Gottwald comme sous Novotny, n'a jamais dissimulé sa méfiance à l'égard du nationalisme slovaque virtuel. Les Mémoires d'Arthur London et d'Eugène Lœbl, comme les procès de « réhabilitation » entamés depuis dix ans, n'ont guère apporté d'éclaircissements sur les curieux procès de 1952. Il reste, en effet, que c'est bel et bien sur l'ordre de Rudolf Slansky, alors tout-puissant secrétaire du parti, que furent arrêtés, sous l'accusation de « nationalisme slovaque », le ministre des Affaires étrangères, Clémentis, le grand poète Laco Novomesky et d'autres éminents communistes slovaques — parmi lesquels, Gustav Husak, alors président du « Conseil des Commissaires du peuple slovaque ». Ce n'est que dans un deuxième temps que Rudolf Slansky et les accusés juifs et tchèques du « complot » montèrent à leur tour dans la charrette funèbre.

Le parti slovaque, décapité par la répression, reprit du mordant au fur et à mesure que l'usure de Novotny au pouvoir se faisait sentir. Mais, c'est à partir du moment où, avec l'approbation de Kossyguine lui-même qui espérait faire de la Tchécoslovaquie plus avancée un « laboratoire de la réforme économique », Otá Sik put développer librement ses thèses sur l'autonomie de gestion des entreprises et le rôle du marché que le parti slovaque accéléra son passage à l'opposition et commença de revendiquer ouvertement la fédéralisation du pays. **Les deux démarches : démocratisation et décentralisation économique d'une part, fédéralisation de l'autre, ont pu sembler complémentaires.** En fait, on s'est vite aperçu que les communistes slovaques, qui ne supportaient le centralisme novotnyen qu'en fonction des investissements « politiques »

qu'il rapportait à leurs pays, **entendaient bien accélérer l'autonomie de la Slovaquie pour l'empêcher de se précipiter dans le mouvement amorcé à Prague et qu'ils jugeaient à la fois irréversible en Bohême et dangereux en Slovaquie.**

Le divorce politique qui s'est très vite manifesté entre le courant communiste-démocratique tchèque et le courant communiste-national slovaque, sitôt que celui-ci eut atteint son objectif central, l'autonomie politique slovaque, évoque celui qui s'est produit dans presque tous les pays coloniaux accédant à l'indépendance. Les intellectuels tchèques ont exprimé les besoins de leur société et ont très vite trouvé le contact avec la classe ouvrière. Les intellectuels libéraux slovaques ont fait figure de « cosmopolites » coupés de leur peuple.

Un héros national malgré lui

Les Soviétiques, au début du conflit qui opposa une fraction de la direction du Parti au groupe Novotny, ont d'abord vu dans la crise du P.C.T. le problème national. Ils avaient tout à craindre d'un mouvement nationaliste slovaque qui prendrait un caractère antisoviétique et notamment l'exemple ainsi donné à l'Ukraine. On ignore généralement que les premières mesures exigées à Cernia par les Soviétiques consistaient dans la suppression des émissions en langue ukrainienne des radios slovaques (émissions justifiées par l'existence d'une minorité ukrainienne en Slovaquie, mais dont le rayon de diffusion touchait toute l'Ukraine occidentale). C'est dans cette perspective qu'ils appuyèrent la candidature d'Alexandre Dubcek au secrétariat du parti slovaque : ayant passé à Moscou la plus grande partie de sa vie, le Premier secrétaire du parti slovaque leur apparaissait comme le seul homme capable de calmer les réactions nationalistes de son peuple, tout en maintenant les liens avec l'U.R.S.S.

L'erreur des Soviétiques réside dans le fait que — s'ils avaient estimé à sa juste valeur, le danger nationaliste slovaque, expression particulière d'un phénomène auquel ils sont depuis longtemps habitués — ils avait totalement sous-estimé le développement du mouvement **social tchèque** — phénomène encore inconnu dans les pays de l'Est. Dubcek — plus communiste que slovaque — fut, précisément pour cela, plus sensibilisé que ne l'aurait été un Husak au courant populaire qui le porta au rang des grands leaders que le peuple tchèque, dans ses grandes poussées romantiques, aime à se donner.

Les quelques mois qui se sont déroulés, entre la proclamation de la fédéralisation slovaque et son accession au pouvoir à Prague, indiquent assez bien quelle sera la politique de Gustav Husak : à Bratislava, les intellectuels ont été mis au pas, les syndicats remis sous la coupe du parti, mais les éléments pro-soviétiques du parti slovaque



A.F.P.

ont été éliminés sans faiblesse. Husak a obtenu des Russes — en leur forçant la main — **le droit d'organiser le parti slovaque de façon autonome, ce droit n'a pas été accordé au parti tchèque qui se trouve ainsi placé dans une situation de faiblesse structurelle, les Slovaques pouvant, par le biais du parti fédéral, intervenir dans les affaires tchèques, tandis que ceux-ci sont privés de tout droit de regard dans les affaires slovaques.** L'accession au pouvoir de Husak à Prague ne s'explique guère par « la confiance des Soviétiques ». Ceux-ci ne sont pas sans savoir les contacts politiques et économiques établis par Husak avec Vienne.

Les Soviétiques ont choisi le compromis avec la tendance de droite de l'opposition

Ils savent donc que les rapports avec Husak seront des rapports difficiles, parce que Husak ne cédera pas sur les intérêts nationaux d'une Tchécoslovaquie soumise à l'influence slovaque. L'accession au pouvoir de Husak dans ces conditions ne s'explique alors que par un choix de caractère **social**. De même qu'en Pologne, les Soviétiques ont laissé se développer autour du général Moczar une espèce de néo-pilduskisme dont l'antisoviétisme est au moins aussi grand que celui des colonels d'avant-guerre, de même qu'ils ont sacrifié à une résurgence du nationalisme polonais, les intellectuels marxistes et la fraction la plus avancée politiquement de la classe ouvrière polonaise, de même qu'ils ont finalement accordé davantage à Ceausescu qu'au pro-soviétique Dubcek, le maréchal Gretchko, responsable de la politique russe pour l'Europe orientale, a choisi de s'appuyer sur les forces nationalistes slovaques, fussent-elles au fond antisoviétiques plutôt que sur des

mouvements populaires de caractère profondément socialiste, et dont les sentiments d'amitié à l'égard de l'Union Soviétique — et de son régime — ne s'étaient pas démentis jusqu'au mois d'août 68.

Il paraît que Ponomarev, qui a constamment joué la carte de la conciliation, fait part à tous les dirigeants de l'Est de ses inquiétudes quant à l'avenir du régime soviétique. « La campagne de Tchécoslovaquie sera la campagne d'Égypte de Gretchko... », dit-on à Prague. De fait, les historiens de l'époque napoléonienne ne pourraient qu'être frappés du processus en cours qui ressemble fort à la politique du « petit Corse », sacrifiant les démocrates libéraux qui avaient apporté leur soutien aux idéaux de la révolution française qu'il incarnait à leurs yeux, aux représentants des forces réactionnaires qui se ralliaient à son alliance.

Nous sommes alors obligés, ici, de nous interroger sur la nature de classe de la révolution antibureaucratique en cours en Tchécoslovaquie — et de constater que le signal de l'intervention armée soviétique a été la publication du programme du parti comportant l'instauration des Conseils ouvriers. C'est à partir du moment où l'avant-garde communiste-démocratique des intellectuels a trouvé le relais du mouvement tchèque et que celui-ci, notamment lors du XIV^e Congrès clandestin (ce congrès annulé) a pris la tête du courant de rénovation que l'intervention soviétique s'est faite plus déterminée. A ce moment-là, contraints d'abandonner les groupes novotnyistes qui ont perdu tout appui **DANS** la classe ouvrière, ils choisissent de discuter, non avec la **tendance de gauche** du courant démocratique, mais avec sa **tendance de droite**, dont les nationalistes slovaques sont, objectivement plus que subjectivement, les tenants principaux. □



Gretchko : Une victoire provisoire

Rémy Grillault

Le Printemps de Prague est devenu un symbole. Douze ans après l'écrasement par l'armée « rouge » des conseils ouvriers en Hongrie et leur liquidation par Gomulka en Pologne, tout semblait redevenu figé dans l'univers bureaucratique. Mais on ne peut arrêter l'histoire, fût-ce à grand renfort de divisions blindées. En 1965 Modzelewski et Kuron publiaient la « Lettre ouverte au Parti polonais » qui contenait l'analyse la plus pertinente de la nature de classe de la bureaucratie, de sa position historique, de son entrée en crise permanente dans les Etats du glacis et de la seule alternative possible : le pouvoir des conseils ouvriers, dépassant ainsi de cent coudées les données traditionnelles des analyses de Trotsky dans les années 35-38. Les graves troubles étudiants de mars 68 en Pologne allaient con-

firmer leurs dires et contre ces troubles le seul rempart de Gomulka pour éviter que les idées révolutionnaires ne prennent corps dans les masses, fut le procédé le plus effarant et le plus scandaleux ; l'antisémitisme systématiquement mené par un parti « marxiste ».

Intolérable aux deux blocs

« Ce vieux remède » ne pouvait avoir cours en Tchécoslovaquie. La Tchécoslovaquie est à la différence de la Pologne et de la Hongrie, un pays industriel très développé. Le prolétariat tchèque est éduqué par des dizaines d'années de propagande socialiste et communiste, le poids de la paysannerie est à peu près nul et par voie de conséquence celui des partis nationaliste et

catholique dans ce pays où dès le XV^e siècle est née la Réforme.

Lors du « coup de Prague » de 48, c'est volontairement que la classe ouvrière se débarrassa des ministres bourgeois. Pour toute récompense, en fait de socialisme, elle allait hériter de 20 ans de terreur stalinienne. Dans ces conditions, parler de courants contre-révolutionnaires est une plaisanterie. La bourgeoisie en Tchécoslovaquie n'a plus de base sociale sérieuse. Le renversement de Novotny par Dubcek en janvier ne fut nullement un acte antisoviétique. D'autres ont écrit comment cette cassure faite au sein même d'un appareil d'Etat anti-ouvrier (technocratie contre bureaucratie) entraîna l'irruption des intellectuels marxistes dans l'arène puis comment les ouvriers d'abord méfiants, prirent les choses en main. Ce fut le Front ouvrier-étudiant, et non Dubcek, qui entraîna la chute de Novotny (22 mars) puis le Printemps de Prague.

Dubcek et O. Sik étaient politiquement tolérables par les Russes (économiquement ils ne l'étaient déjà plus pour le social-impérialisme). Mais les dirigeants du Printemps formulaient des exigences :

- Lois sur l'entreprise socialiste et les conseils ouvriers.
- Liquidation de la police politique, milice, etc., et épuration de l'armée placée sous le contrôle du Front.
- Démocratisation totale du Parti.
- Pouvoir syndical avec droit de grève.
- Elections d'éléments prolétaires à tous les niveaux des diverses institutions.
- Réduction de l'échelle des salaires.

Tout cela était irrecevable par l'U.R.S.S. et encore plus par l'impérialisme occidental. **Aucun des deux blocs ne pouvait permettre un véritable régime socialiste au cœur de l'Europe.** Si l'on n'oublie pas que cela se passait en mai-juin, on peut comprendre la satisfaction mal déguisée de De Gaulle face à l'intervention d'août.

On sait comment cette intervention fut le plus grand fiasco politique qu'ait connu le stalinisme, comment malgré les tortures Dubcek tint bon grâce au soutien unanime de tout le peuple et du 14^e Congrès tenu sous la protection des ouvriers à la barbe des Russes. Le 14^e Congrès n'entérina pas la politique de janvier, il radicalisa celle d'avril, il élut tous les dirigeants prolétaires, aux postes clefs. Pour briser cette unanimité nationale qui se faisait sous la direction du pro-

létariat, la bureaucratie après avoir échoué dans ses tentatives antisémites, découvrit le problème slovaque. Les mêmes novotnyistes qui pendant vingt ans avaient systématiquement brimé la Slovaquie furent pris d'une touchante sollicitude. Puis un petit avocat qui s'était brutalement découvert slovaque, Husak, le Kadar ou le Gomulka de la Tchécoslovaquie, fit de ce « problème » un cheval de Troie au sein du pays. Il fallait pour les Russes faire annuler le 14^e Congrès et l'on trouva pour prétexte que 80 % des présents étaient tchèques ; les délégués slovaques n'avaient pu se rendre à Prague en raison de quelques embouteillages causés par des T. 55. Cette annulation du 14^e Congrès fut la clause la plus grave de l'accord de Moscou et la première capitulation de l'équipe.

L'inévitable échec des cadres libéraux

Ce que l'on constatera tout au long des huit mois d'occupation sans normalisation (du 20 août 1968 au 18 avril 1969) c'est une constante démission des cadres progressistes du parti en contradiction avec l'éternel printemps des syndicats d'ouvriers et d'intellectuels.

L'expérience historique prouve une fois de plus qu'une politique libérale ne peut être conséquente qu'en cassant, à partir de la base, l'appareil stalinien, mais que cet appareil, même réformé, pliera toujours devant la nécessité de maintenir l'ordre. La bureaucratie ne peut se payer le luxe du libéralisme. Elle est totalitaire par essence car sa contestation pose sa négation : le pouvoir ouvrier. Tous ceux qui renvoient dos à dos deux « révisionnismes » ne peuvent comprendre cela. Le phénomène du libéralisme bureaucratique avec ses tendances de droite et de gauche (ex. Dubcek-Amendola, Smrkovsky-Ingrao) tend à devenir un phénomène général. Il exprime les intérêts des bureaucraties nationales en tant que classe dirigeante ou couche sociale aspirant à le devenir, mais il est surdéterminé par les intérêts supérieurs de la bureaucratie à l'échelle mondiale, c'est-à-dire de l'U.R.S.S. ; c'est pourquoi en définitive ces libéraux plient toujours devant les Russes.

Ainsi, plus la combativité du Front ouvrier-étudiant augmentait, plus Dubcek-Smrkovsky capitulaient. Husak et les Russes accumulaient les provocations les plus grossières pour liquider Smrkovsky, rendant la tension telle qu'un étudiant communiste de grande valeur Jan Palach se suicidait par le feu le 16 janvier. Son sacrifice ne fut pas vain : le 20 janvier la clas-

se ouvrière lui fit des obseques de titan, 300 000 personnes défilèrent à Prague. Une telle démonstration de puissance rendit au prolétariat confiance en lui-même et influa sur la préparation du congrès syndical du 20 mars et celui des conseils d'autogestion qui devait se tenir un peu avant aux usines Skoda.

Que faisait pendant ce temps Smrkovsky ? Il capitulait honteusement devant Husak, quittant le 29 janvier la présidence du Parlement sous prétexte qu'il n'était pas slovaque. En même temps Dubcek faisait disperser à coups de grenades lacrymogènes une manifestation d'étudiants place Wenceslas, par une police pourtant réticente. Mais cela n'allait nullement décourager les ouvriers.

Le contre-pouvoir

La tenue en février 69 aux usines Skoda de Pilsen, le Billancourt tchèque, du congrès des conseils d'autogestion, amorçait la réorganisation socialiste de l'économie. Ce congrès informel, voire illégal, qui décidait de mettre en pratique l'autogestion sans attendre les lois sur l'entreprise socialiste venues d'en haut, toujours promises et toujours ajournées, fut l'acte le plus important de la période. Le 20 mars, le Congrès officiel des « Syndicats Ouvriers Révolutionnaires » (R.O.H.), 5,5 millions de membres, soit 82 % des salariés du pays) allait institutionnaliser les décisions des comités de gestion. (Rappelons que sous Novotny, le R.O.H., simple levier de transmission du pouvoir, n'avait pas la moindre autonomie.)

Le Congrès du R.O.H., malgré cela, proclamait le droit de grève légal et fondamental, cela au cas où les comités de gestion se couperaient du prolétariat. Il décidait en outre le relèvement des catégories de salaires les plus bas et le contrôle des prix, et... la liberté totale de création artistique. L'extrême gauche du R.O.H. est constituée par le Syndicat de la Métallurgie (900 000 membres que Husak s'est permis de traiter de « contre-révolutionnaires »). Le secrétaire des métallos, l'ingénieur Toman, déclara : « Les conseils ouvriers doivent être des organes de gestion directe, avoir le pouvoir de nommer et de révoquer à tous moments les directeurs, de décider de la répartition des bénéfices, d'influencer la conception de la production et non pas revêtir un simple caractère consultatif. Nous sommes pour le calme, mais non pas pour un calme au prix des libertés démocratiques et favorisant les conservateurs. » Les 1 600 élus (dont 1 000 membres du par-

ti) faisaient une ovation aux hommes du Printemps. Les travailleurs tchèques avaient décidé que « tous les moyens de production leur appartenaient » et qu'ils géraient directement leurs entreprises, mais cela exigeait deux choses : le départ des Soviétiques et la destruction de la machine d'Etat bureaucratique, l'élection des représentants ouvriers à tous les postes du parti et la substitution du pouvoir ouvrier au pouvoir bureaucratique. Dans les secteurs clefs, de la police et de l'armée, la lutte était déjà engagée ; tandis que le Front ouvrier-étudiant faisait pression sur les officiers, policiers et soldats, le ministre de l'Intérieur novotnyste épurait les cadres. A propos du congrès du R.O.H., la "Pravda" parlait de « dégénérescence capitaliste et d'instauration de l'anarcho-syndicalisme ».

L'épreuve de force

Le samedi 29 mars, la situation est devenue explosive ; en province par endroits, les Russes menacent de passer à l'« administration directe » ce qui ne pouvait qu'entraîner une riposte armée des ouvriers ; on signale des bagarres entre soldats russes et tchèques. Que font les dirigeants respectifs des deux pays ? En ce qui concerne les Russes, ils semblent perdre leur temps en luttes de cliques. Il faudra attendre deux jours pour que Gretchko débarque à Prague et impose la loi des durs et de l'armée.

L'équipe Dubcek va-t-elle profiter de ce répit pour prendre des mesures d'autodéfense, appeler le peuple à se mobiliser et profiter de l'élan pour épurer les conservateurs ? Il n'en est rien. L'équipe libérale laisse le week-end désarmer le peuple. Gretchko n'aura qu'à cueillir un fruit trop mûr, rongé par les novotnystes et les généraux complotards. Le sort de la politique libérale va se jouer en deux jours, les 2 et 3 avril. Le 2, le présidium de 22 membres où les progressistes ont pourtant la majorité, fait une déclaration contre la presse ; "Rudo Pravo" doit être contrôlé et la revue *Politika*, l'organe marxiste révolutionnaire le plus cohérent, est interdite et malgré cela, on ne parle que d'une manifestation de masse avenue Wenceslas, l'après-midi, à 15 h, pour protester contre Gretchko et les mesures du présidium. Aucune force de police ne pouvait s'y opposer ; aussi la ville est-elle quadrillée de patrouilles mixtes : un milicien et un soldat armé d'un pistolet-mitrailleur. Les gens disent que le milicien est là pour mettre son pistolet dans le dos du soldat pour l'exhorter à tirer.

Smrkovsky avait, tout Prague le dit, ordonné la manifestation du 2 avril. Deux divisions mécanisées russes font mouvement sur Prague et Smrkovsky appelle à ne pas manifester. Se sentant trahis par leur chef (Dubcek n'est déjà plus qu'un souvenir) les Tchèques reculent. Il n'y a que quelques milliers de gens aux abords de la place Wenceslas. Certes des centaines d'ouvriers discutent avec les étudiants, s'arrachent le numéro de « l'Université Charles » interdit, que l'on vend à la barbe des flics. (On y retrouve une splendide photo d'une barricade de Paris, devant la Rhumerie.) La foule disloque les patrouilles mixtes et convainc soldats et miliciens, forçant le premier à enlever le chargeur de son pistolet-mitrailleur et à fraterniser. Mais tout cela ne va pas au-delà des discussions publiques, car le lendemain, Dubcek annonce à la télé « qu'il faudra payer une lourde note pour les événements de mars » et fait prendre de nouvelles mesures contre la presse. Le 3 au soir, l'ultimatum secret de Gretchko à Dubcek tombe aux mains des étudiants qui le dactylographient. Les principaux points sont :

- a) Dubcek doit être muté dans 14 jours et remplacé par un gouvernement fort (Husak ou Strugal) ;
- b) sinon les troupes russes entrent à Prague et tirent à vue ;
- c) Smrkovsky doit être éliminé ;
- d) les contre-révolutionnaires arrêtés ;
- e) Svoboda n'a plus la confiance du chef d'état-major de l'armée tchèque s'il n'obéit pas à ce diktat.

Les « leaders » étudiants que nous voyons sont calmes et déterminés ; ils demandent la mobilisation générale comme seul moyen pour faire reculer les Russes. Dubcek ayant capitulé à la T.V. la veille au soir, cette mobilisation générale, un seul homme peut en donner l'ordre : Smrkovsky.

Ce rôle historique dont il est à nouveau investi malgré lui, nous avons déjà montré pourquoi il ne pouvait pas l'assumer. Dès lors les événements vont suivre leur cours « logique ».

La capitulation finale

Alors que le 15 « Prace » publie un manifeste des 19 plus grandes usines, de soutien aux étudiants et aux journalistes, que le philosophe Karel Kosik fait des meetings dans les entreprises ; le 16, Smrkovsky fait son autocritique et reconnaît pour la première fois l'existence de contre-révolutionnaires. Après l'autocritique de Smrkovsky, l'issue de



séance plénière du C.C. ne fait aucun doute ; la capitulation totale devant l'ultimatum de Gretchko du 3. Pour les Tchèques, quinze jours précieux ont été perdus que Gretchko, lui, n'a pas perdus. Dans la nuit du 17, désorganisant toute riposte immédiate, des rafles ont lieu : 3 000 personnes sont arrêtées et Husak occupe son poste le lendemain. Il contrôle désormais l'armée, la police, l'information et l'appareil du parti. Il promet « des mesures impopulaires et une seconde période novotnyenne ». Svoboda n'est plus que l'ombre de lui-même et les étudiants comparent ce héros de la résistance à Pétain...

Concrètement, les mesures impopulaires signifient :

1° casser le Front ouvrier-étudiant, les organisations latérales étant illégales et devant être remplacées par le « Front National » dirigé par Strugal !

2° broyer les étudiants séparément ;

3° enfin s'attaquer au R.O.H. et aux comités d'autogestion ouvrière.

Ainsi tout sera normalisé. Le seul inconvénient, comme le constate « le Monde » (19-20 avril) c'est qu'avec les Tchèques on ne peut jamais prévoir l'ampleur et le moment de leurs réactions... Il en est de même généralement avec toute classe ouvrière, qu'elle qu'en soit sa « nationalité ».

Combativité ouvrière et débat politique

Pierre Gautier

Le centre gauche italien est en crise. Les émeutes de Battipaglia, les révoltes dans les prisons, les manifestations qui secouent la péninsule de la Calabre à Milan, les grèves générales qui se succèdent depuis plusieurs mois font la preuve que l'opération conjointe Démocratie chrétienne-P.S.I. (de Nenni et de Sarragat) visant à intégrer la classe ouvrière italienne, a fait long feu. La formule gouvernementale actuelle (Rumor) apparaît fragile et particulièrement instable en fonction des divisions qui déchirent les deux grands partis de la coalition.

Mais au-delà de tous ces phénomènes apparus au grand jour et commentés un peu dans toute la presse européenne, se développe une crise sociale de grande ampleur. Les ouvriers du Nord industriel, les étudiants, les ouvriers agricoles et les chômeurs du Sud mettent en question le régime capitaliste lui-même et ont conscience qu'ils le mettent en question.

Quand ils manifestent, quand ils font grève, ce n'est pas simplement pour des revendications élémentaires, mais pour dire tout ce qu'a d'intolérable la domination capitaliste sous ses différentes formes : inégalités de développement, chômage, structures autoritaires dans les entreprises, corruption gouvernementale. C'est aussi pour affirmer que d'autres modes d'organisation de la vie économique et sociale sont possibles et nécessaires. La combativité de tous les exploités a en fait atteint un niveau sans précédent.

Les ambiguïtés du P.C.I.

Pourtant il ne faut pas se cacher que des obstacles considérables se dressent sur la voie de la transformation révolutionnaire de la société. En premier lieu, le P.C.I. apparaît dans cette conjoncture comme un grand corps sans initiative, paralysé qu'il est par ses contradictions internes. Une partie de sa direction est tout à fait favorable à la participation à un centre gauche élargi, où les communistes seraient reconnus comme des partenaires à part entière. En même temps ce courant est obligé de constater qu'une grande partie des milieux dirigeants est réticente devant le prix à payer pour une telle solution, tant sur le plan international (nécessité de prendre ses distances par rapport à l'atlantisme) que sur le plan intérieur (concessions salariales importantes et immédiates, incertitudes quant au retour à la discipline dans les entreprises, nécessité de faire des con-

cessions sur le droit d'assemblée et de propagande politique sur les lieux de travail).

Sans doute peut-on penser avec certains milieux du grand capital que ces obstacles pourraient être peu à peu levés, mais il faut tenir compte du fait que dans la situation italienne le temps est compté. Les autres courants du P.C.I. d'Ingrao à la nouvelle gauche, beaucoup plus sensibles à la pression de la base et tout à fait conscients que leur poids relatif dans le parti est lié à cette pression, n'ont aucune raison de se prêter à une politique de stabilisation. Il résulte de tout cela que le P.C.I. mène une politique à plusieurs faces. Au sommet les ouvertures sur la droite prédominent sans être vraiment concluantes, au niveau local et dans les entreprises le parti se trouve très souvent être un élément moteur de la contestation.

C'est ainsi que les parlementaires communistes se sont abstenus sur les projets universitaires du gouvernement (le P.S.I.U.P., lui, votait contre) alors que dans les universités les militants communistes sont à la pointe du combat contre ces mêmes projets. De même, dans les entreprises, les responsables du parti et de la C.G.I.L. essayent d'être réceptifs à toutes les demandes des travailleurs, alors qu'à l'échelon national, ni le P.C.I., ni la C.G.I.L. ne formulent de stratégie cohérente des luttes ouvrières. Lors des récents événements de Battipaglia, les réactions communistes furent très vives, mais elles ne se traduisirent pas en une politique ferme. L'« Unita » appela à la défense de la démocratie, demanda le désarmement de la police, mais resta sourde aux propositions faites dans différents secteurs de l'extrême gauche pour l'organisation d'une autodéfense ouvrière.

Les hésitations des contestataires

Cette incertitude, bien entendu, ne manque pas d'influer sur les autres composantes du mouvement ouvrier et socialiste. Le mouvement étudiant en particulier qui, pendant toute une période avait été un facteur important de progression politique, n'arrive plus à définir sa position par rapport aux communistes. Faut-il tirer profit du nouveau langage et de la combativité d'une partie importante du P.C.I. ou au contraire faut-il dénoncer pour l'essentiel la duplicité de son orientation politique. Le dilemme n'est évidemment pas facile à



A.F.P.

trancher dans une situation extrêmement mouvante. Pour les étudiants le problème est d'autant plus difficile qu'il englobe toute la question des rapports avec les organisations de masse comme la C.G.I.L. qu'il n'est guère possible d'ignorer.

Certains répondent par une sorte de possibilisme ouvert au dialogue avec les communistes, d'autres préfèrent entamer un travail en profondeur dans les milieux ouvriers du Sud, encore peu touchés par la politisation et la syndicalisation. Pour les groupes à implantation ouvrière tels que « Potere operaio » (devenu un épouvantail pour la bourgeoisie qui voit sa présence partout) les difficultés sont du même ordre. Dans les entreprises, la C.G.I.L. s'est prêtée à la pression de la base et sous l'impulsion du courant P.S.I.U.P. (Vittorio Foa) se prépare à réformer démocratiquement ses structures lors de son prochain congrès qui ne sera certainement pas une simple formalité.

Les ressources de la bourgeoisie

C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner, si règne une assez grande confusion dans les esprits à propos des problèmes stratégiques et tactiques. La force offensive potentielle du mouvement ouvrier ita-

lien n'arrive pas à se concrétiser dans des actions soutenues convergeant vers le renversement du régime de centre gauche et vers la prise du pouvoir. L'extraordinaire montée des luttes ouvrières, étudiantes, paysannes depuis plusieurs mois apporte, certes, des résultats matériels tangibles (augmentation des salaires, suppression des zones de salaires), voire un affaiblissement de la toute-puissance du patronat en matière d'organisation du travail. Elle entraîne même dans son sillage de nombreux techniciens (Snam-Progetti, Olivetti), mais elle ne change rien jusqu'ici au rapport fondamental des forces.

Aussi malgré sa faiblesse apparente, la bourgeoisie italienne n'est pas aux abois. Pratiquant une politique souple de concessions et de répression policière, elle guette l'occasion de porter au mouvement ouvrier italien les coups qui l'obligeront à s'assagir et à accepter des modalités diverses de « participation ». C'est dire qu'en Italie comme en France, les questions de la clarification politique sont d'importance primordiale pour tous les révolutionnaires. Rappelons-nous ce que disait, il y a longtemps, Lénine : « Il n'y a pas de situation sans issue pour la bourgeoisie tant qu'on ne lui a pas ravi le pouvoir. »

UNEF Le véritable débat s'engage

Jacqueline Giraud

Au début de ce troisième trimestre d'une année universitaire confuse, il peut paraître que deux protagonistes se partagent l'avantage.

D'abord, M. Edgar Faure, qui, somme toute, a obtenu une participation honorable à ses élections, même si les pourcentages, ici et là, ont été quelque peu faussés. Mais enfin, vaille que vaille, le ministre a réussi à construire ses 114 conseils transitoires de gestion... auxquels il ne reste plus qu'à mettre en place les « nouvelles structures » !

Et puis, il y a l'UNEF-Renouveau, grande bénéficiaire des élections étudiantes, nouvelle peau d'âne dont s'est affublée l'UEC pour renaître de ses cendres de mai.

Les vrais alliés d'Edgar Faure

Deux victoires électorales qui se conditionnent l'une l'autre. Car si M. Edgar Faure peut se féliciter d'une participation étudiante tournant autour de 50 %, il le doit au fait qu'une fois encore le P.C.F. a choisi de jouer de jeu de la réforme. Inversement c'est sur le seul terrain électoral que l'UEC est parvenue à reconquérir quelque audience.

Mais, là comme au plan national, au lendemain des élections, la démagogie réformiste ne peut plus masquer longtemps les vrais problèmes ni les vrais rapports de force.

Elus pour l'année 1968-69, les conseils ont maintenant deux mois pour définir les nouvelles unités d'Enseignement et de Recherche et pour régler le problème du contrôle des connaissances. Vaste tâche en un temps bien court ! Prudent, le Ministre a d'ailleurs confié par décret le pouvoir « transitoire » aux recteurs et doyens pour pallier aux carences prévisibles des conseils de gestion. Ainsi y-a-t-il peu de chance pour que les élus aient quelque part aux décisions prises concernant les examens.

Il y a d'ailleurs peu de chance pour qu'ils aboutissent à quelque résultat que ce soit.

Parce que, hormis les élus de la tendance UNEF-Renouveau, les délégués étudiants n'ont aucune ligne cohérente, ne représentent bien souvent qu'eux-mêmes et se caractérisent par leur hétérogénéité. Qui plus est, la moyenne de participation nationale recouvre de grandes inégalités selon la nature des facultés. Si la médecine et la pharmacie atteignent les 70 %, dans de nombreuses facultés de lettres (Clermont-Ferrand, Nantes, Rennes, Strasbourg, Nanterre, Sorbonne) et facultés de Sciences (Poitiers et Toulouse notamment) les pourcentages tombent jusqu'à 22 %. Or, nouvelle contradiction, les facultés à forte participation étudiante sont également

celles dont les enseignants sont les plus hostiles aux réformes, comme en médecine par exemple !

La fin de l'équivoque

Coincés entre les adversaires gaullistes de la réforme et les défenseurs étudiants du boycott, M. Edgar Faure et ses alliés de l'UNEF-Renouveau auront quelque peine à passer à la véritable mise en place de l'« université nouvelle ». D'autant qu'à cette phase d'application de la loi d'orientation, l'équivoque ne pourra plus être entretenue. Nombre d'étudiants progressistes, sensibilisés en mai, n'ont pas compris le mot d'ordre de boycott lancé par l'UNEF et ont cru devoir « participer » pour défendre les « conquêtes de mai ». L'habileté d'Edgar Faure a pu les entretenir dans cette illusion réformiste. Mais l'expérience concrète des conseils de gestion ne leur permet plus d'ignorer qu'ils sont là pour cautionner la reconstruction d'une université de classes, mieux adaptée que l'université libérale aux besoins du néo-capitalisme. Déjà, certains de ces élus, qui ont gonflé les rangs de l'UNEF-Renouveau, s'interrogent sur le sens de leur présence.

Ainsi, aujourd'hui l'avant-garde étudiante a de nouveau la possibilité de sortir de l'isolement dans lequel Edgar Faure a réussi à l'enfermer un moment. Cet isolement, d'ailleurs, elle en porte en partie la responsabilité pour n'avoir pas su, au Congrès de Marseille, se donner les structures et les objectifs qui lui permettent une mobilisation de masse. A l'époque, le B.N. de l'UNEF avait souligné que ce refus de structuration, cet attachement à des actions spontanéistes, faisaient le jeu des mouvements réformistes. Le succès de l'UNEF-Renouveau lui a donné raison.

Réussir ce qui a échoué à Marseille

Mais ce succès, électoral et circonstanciel, ne repose sur aucune remontée réelle de l'influence militante des UEC en milieu étudiant. C'est en vain que la CGT a tenté, le 11 mars, de faire passer sa « courroie de transmission » étudiante pour la véritable organisation des étudiants. L'UNEF conserve toutes ses chances de devenir le mouvement de masse des étudiants si elle sait réussir, lors de son Assemblée Générale des 2 et 3 mai, ce qu'elle n'a su faire en janvier à Marseille.

Or, en trois mois, a bien des égards la situation s'est clarifiée. Les militants des cercles « Rouge », qui ont joué à Marseille un rôle important dans le blocage de toute structuration, ont rompu depuis avec le spontanéisme. Du même coup d'ailleurs, ils se sont éloignés de l'organisation de masse, puisqu'ils se sont transformés en une « Ligue Communiste » qui veut « cons-

truire le parti révolutionnaire pour encadrer les masses révolutionnaires et diriger leur lutte ». Du moins montrent-ils ainsi clairement que, pour eux, l'université est plus un lieu de recrutement politique qu'un terrain de luttes spécifiques. Quant aux militants du PCMLF, qui avaient également rejoint à Marseille la tendance spontanéiste dite « des Comités d'Action », ils ont eux aussi fait leur autocritique.

Ainsi, lors de l'Assemblée Générale des 2 et 3 mai, seul devrait apparaître le véritable clivage politique : entre les réformistes de l'UNEF-Renouveau, fortement minoritaires, et tous les autres militants de l'UNEF qui refusent la participation. Sur cette base politique, la majorité devrait pouvoir se donner cette fois les nouvelles structures de base, adaptées aux unités d'enseignement réelles et coordonnées au niveau de la ville. Quant à la direction, les ESU, réunis samedi et dimanche, ont approuvé à l'unanimité le rapport présenté par Jacques Sauvageot et qui propose qu'elle soit élargie aux représentants de tous ceux qui, organisés ou inorganisés, s'accorderont sur une plate-forme précise et sur les structures nouvelles. Ils estiment en effet que tous ceux qui approuvent une orientation doivent prendre leurs responsabilités dans la direction des luttes.

Mobiliser sur les examens

Si cette Assemblée tient ses promesses, l'UNEF retrouvera, au troisième trimestre, ses chances de mobiliser les étudiants sur le problème des examens. Il paraît clair que les conseils de gestion n'auront pas grand pouvoir de modifier cette clé de voûte d'une université malthusienne et hiérarchisée. Tandis que la masse des étudiants sera disposée à suivre des mots d'ordre précis, tels que l'abolition des concours, la reconnaissance des travaux collectifs dans la note finale, la justification publique par les jurys des notes données, la généralisation de l'examen avec documents, etc... Si elle réussit à animer cette lutte à l'échelon national, l'UNEF construira ainsi le mouvement de masse prêt à affronter la prochaine rentrée.

Un an après la fermeture de la Sorbonne, qui a révélé les capacités de luttes étudiantes, le mouvement étudiant sait désormais qu'il doit éviter deux écueils apparemment contradictoires : le pur réformisme qui aboutit à briser toute conquête, et la seule bataille idéologique qui déserte le terrain universitaire. Pour n'être ni l'otage du pouvoir, ni une minorité isolée et incomprise, il doit réussir à prendre en charge les revendications concrètes des étudiants en les intégrant constamment dans une stratégie révolutionnaire. □

Opération "poissons"

Au marché « Jeanne d'Arc », la première ménagère qui passa, une fois la banderole déployée, fit quelques pas, hésita, et revint brusquement. Elle regarda le calicot (« Régionalisation : on ne vous pose pas les vrais problèmes »), puis les merlans que trois militants sortaient des caisses.

Elle demanda : « Ça se vend ? », s'arrêta incrédule en voyant les prix (60 centimes pièce), en acheta trois, repartit, et revint sur ses pas prendre le tract que distribuait une jeune ins-

A Dupleix, ce sont également les acheteurs qui protégèrent le stand des gesticulations d'un poissonnier irascible. Là aussi, l'incident devait déclencher un meeting spontané auquel participaient plus de 200 personnes.

Partout, tout le monde était sur les tas. A Rambuteau, on rencontrait Jean-Pierre Vigier, à Jeanne d'Arc Claude Bourdet, et à Buci, Michel Rocard. De façon générale, l'opération fut très bien accueillie par les détaillants. Un tract qui leur était spécialement des-



titutrice. A Château-Rouge, les premiers vendeurs furent un avocat, un postier et un acteur barbu. Dix minutes plus tard c'est deux cents personnes qui se pressaient autour du stand.

A la même heure, sur onze marchés parisiens, le même scénario se déroulait. A l'initiative de la Fédération de Paris du PSU, du Comité d'Initiative pour un Mouvement Révolutionnaire et du Comité Révolutionnaire Breton, c'est une tonne et demie de poissons, en provenance directe de Lorient, qui ont été vendus dimanche à moitié prix sur les marchés parisiens. Il n'y en eut pas assez. Partout, en quelques minutes, les stands étaient dévastés et les groupes s'attardaient autour d'un tract qui soulignait le circuit des distributions du poisson. 1 F 30 à Lorient, 4 F 90 chez le poissonnier du marché, le coût réel du transport est de 30 centimes. Où passe le reste ?

A Convention, quelques gaullistes égarés qui diffusaient une feuille en faveur du « oui » entamèrent la discussion. Cinq minutes plus tard, ils étaient chassés par les ménagères elles-mêmes et l'incident tourna au meeting spontané.

tiné leur expliquait d'ailleurs les raisons de l'opération. Beaucoup d'entre eux vinrent discuter sur les stands, saisissant l'occasion d'expliquer à leurs clients habituels qu'ils n'étaient pas les principaux responsables de la hausse des prix et mettant en lumière le rôle des intermédiaires.

Un seul incident, et ce n'est pas un hasard s'il eut lieu sur le 12^e arrondissement, celui de M. Frey, où la police a ses habitudes. Une curieuse opération, moitié CDR, moitié inspecteurs en civil, aboutit dans un premier temps à démolir le stand et à « embarquer » treize militants. Dans un deuxième temps, la rafle s'étendait à l'ensemble des diffuseurs de journaux présents sur le marché, même étrangers à la vente des poissons. Un excès de zèle faisait même arrêter un vendeur de « l'Huma-Dimanche ». La plupart furent relâchés l'après-midi, mais l'un d'entre eux, un diffuseur de « l'Humanité-Rouge » a été déféré au dépôt. Coupable de s'être débattu alors qu'il était matraqué, il risque d'être inculpé de « coups et blessures à agent ». Avec deux distributeurs de tracts interpellés au Marché « Place des Fê-

tes », ce furent là les seuls incidents d'une opération qui connut partout ailleurs une totale réussite.

Trois objectifs ont ainsi été atteints :

1) Montrer concrètement la réalité de l'exploitation capitaliste, par l'intermédiaire de tous les parasites qui se greffent sur les circuits de distribution. Montrer aussi la « colonisation » de certaines régions, tout en expliquant que l'exploitation touche à la fois le pêcheur breton et le travailleur parisien. Faire voir qu'il n'y a pas, dans cette situation, de raisons « techniques » inévitables et que d'autres circuits de distribution sont possibles. Expliquer que le référendum gaulliste ne cherche pas à résoudre ce type de problèmes, mais vise au contraire à les aggraver. Tout cela, les ménagères l'ont compris en achetant leur poisson, bien plus vite et plus profondément que par les méthodes de propagande politique traditionnelles.

2) Prouver que mai 68 a bien eu lieu. Briser les cloisons mises par le capitalisme entre producteurs et consommateurs. Casser l'atomisation des consommateurs, leur individualisme. On a vu renaître à cette occasion les groupes de discussions, les prises de parole, les meetings spontanés dont nous avons quelque peu perdu l'habitude.

3) Démontrer que, en pleine période de réjouissances référendaires, des actions de masse étaient possibles, et que nous n'étions pas disposés à nous contenter du bulletin que nous mettrons dans l'urne le dimanche 27.

Organisée en huit jours dans d'in vraisemblables conditions de bricolage, le succès de cette opération autorise à penser qu'elle pourrait être reprise à un autre niveau et qu'une grande campagne contre les circuits de distribution capitaliste n'est pas du domaine de l'utopie.

C'est, entre autres, la conclusion qui sortait d'un débat organisé le soir au Théâtre de l'Atelier, par les trois organisations responsables des ventes du matin. Tour à tour, Pierre Belleville, Robert Chapuis et Jacques Ker-goat pour notre parti, Yann Geflot et Meriodec Gaugon - Maignon pour le C.R.B., Jean-Pierre Vigier pour le C.I.M.R., introduisaient la discussion sur les circuits de distribution capitalistes, les régions asphyxiées et les luttes à mener. Alimenté par un message de Jean-Paul Sartre, ce débat a prouvé que, au-delà de la consigne de vote, partisans du « non » et partisans du boycott pouvaient largement se retrouver sur des analyses et des actions communes. □

● Les premiers signataires de cet appel sont Jean-Marc Domenach, William Klein, Jean-Paul Sartre et Laurent Schwartz.

Grèce

Appel

Depuis plus de vingt mois, la Grèce se trouve sous la botte des colonels, soutenus par les couches les plus rétrogrades de la réaction locale, qui font le jeu du gendarme américain. Contre cette oppression, le peuple grec ne peut actuellement résister que passivement, pour diverses raisons : la puissance matérielle évidente du fascisme, le profond traumatisme de la guerre civile de 1945 et de l'écrasement de la révolution, le terrorisme moral et physique exercé par la droite depuis plus de trente ans, la sclérose de la gauche traditionnelle et de ses appareils, ainsi que l'attentisme et les ambiguïtés du parti centriste. En outre, il est clair que les grandes puissances, là comme ailleurs, désirent maintenir le **statu quo** et ont intérêt à ce que rien ne bouge.

Cependant, les révolutionnaires grecs ne sauraient se laisser réduire au silence. Nombreux sont ceux qui, à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur du pays, sont prêts à mener la lutte, pourvu que des perspectives politiques soient tracées qui permettent d'échapper à la fois au jeu traditionnel des partis bourgeois ou réformistes, et à la hantise d'un communisme bureaucratique.

Le travail le plus urgent à l'heure actuelle est donc de démystifier l'opinion et de créer les conditions pour la naissance d'une résistance active et résolue. Ce travail s'adressera principalement aux jeunes générations qui n'ont pas connu la

guerre civile, et qui n'ont pas subi l'influence des appareils de la « gauche », mais qui par contre sont soumis à l'« éducation » et au pillonnage idéologique de la junte.

Quelques groupes de jeunes révolutionnaires grecs, rigoureusement indépendants des organismes de la gauche et du centre gauche, se sont donc fixé comme première tâche de mener dans le pays une campagne de désintoxication, et de diffuser les informations dont les Grecs sont privés. Ils accueilleront toutes les forces révolutionnaires réellement disposées à agir, quelles que soient leurs références idéologiques.

Il faut porter la critique en Grèce par tous les moyens, et s'adresser aux masses, contre la pseudo-culture des financiers grecs vendus à l'impérialisme, et contre tous leurs alliés du parti de la peur. Il faut développer aussi le dialogue entre les minorités agissantes, et mobiliser les Grecs au-delà des seuls objectifs de la démocratie bourgeoise, qui n'expriment que la nostalgie du passé.

Pour cela, il faut partir de zéro, c'est-à-dire tout organiser, notamment l'implantation des moyens matériels de diffusion. Aucune difficulté technique, une fois résolu le problème financier. C'est pourquoi nous nous adressons à tous ceux qui peuvent envoyer une contribution financière pour cet objectif précis et urgent de notre lutte commune contre les impérialismes. □

Appel du Bureau National

Le P.S.U. faute d'une représentation parlementaire (puisque c'est le seul critère retenu par le gouvernement), se voit couper tout moyen officiel d'information.

Il ne pourra ni s'exprimer à la Radio et à la Télévision, ni disposer des panneaux électoraux.

Le pouvoir gaulliste a lancé une campagne d'une exceptionnelle vigueur grâce aux moyens dont il dispose par sa mainmise sur l'Etat. Il utilise ces moyens, radio et télévision, en foulant délibérément aux pieds sa propre légalité. Il est également clair que le financement de la campagne se fait sans vergogne et en grande partie aux frais des contribuables.

Le P.S.U. pour livrer la bataille au gaullisme, a décidé d'organiser le maximum de réunions publiques, de diffuser tracts, affiches et brochures sur tout le territoire.

Toutes ces actions entraînent des dépenses importantes pour la trésorerie nationale du Parti : plusieurs dizaines de

millions de Francs. Il est donc indispensable que tout le Parti : militants, sections et fédérations, se sentent mobilisés pour donner au P.S.U. les moyens financiers dont il a besoin pour participer à cette bataille, pour accroître son influence et son rayonnement.

Des collectes de fonds seront systématiquement organisées. Les militants du Parti s'adresseront à tous ceux qu'ils peuvent toucher sur leurs lieux de travail, dans leurs immeubles... Les sections et groupes organiseront des collectes dans les réunions publiques, sur les marchés, dans les entreprises.

Les moyens matériels de la souscription sont à l'initiative des sections. Le plus commode et le plus rapide étant la liste de souscription qui comporte les noms et les sommes versées.

Les sommes qui seront ainsi collectées seront réparties par moitié entre les Fédérations et le National.

C.C.P. 14-01-44 Paris

Vacances en autogestion

Vacances actives et détente, autogérées par les militants et sympathisants du courant socialiste.

ALGERIE - TCHECOSLOVAQUIE - YOUGOSLAVIE.

1 s. circuit et visites, 1 s. rencontres et débats, 1 s. détente libre.

Thèmes : l'autogestion et la planification, la démocratie politique.

Dates : 3 s. du 5 au 27 juillet ; du 3 au 24 août.

2 s. : du 5 au 20 juillet ; du 3 au 17 août.

PRIX TOUT COMPRIS

		séjours JEUNES	séjours COURANTS
ALGERIE.			
Marseille - Marseille (bateau)	3 s.	600 F	800 F
	2 s.	500 F	700 F
Paris - Paris (avion)	3 s.	750 F	1 000 F
YOUGOSLAVIE - TCHECOSLOVAQUIE			
Paris - Paris	3 s.	700 F	900 F
	2 s.	600 F	800 F

Inscriptions : Immédiatement, avec 250 F d'arrhes.

AUTRES PAYS : Paris - Paris, en juillet et en août.

LIBAN .. 2 s. 800 F	3 s. 1 000 F	TURQUIE .. 27 j.	900 F
EGYPTE .. 3 s. 1 200 F	4 s. 1 300 F	MEXIQUE .. 4 s. (août)	2 150 F
INDE 3 s. 2 300 F	4 s. 2 400 F		

CUBA - ROUMANIE - POLOGNE - CHINE - ALBANIE - URSS à l'étude.
Prix indiqués pour les séjours Jeunes. Prix séjours courants à l'étude.

TRANSPORTS AVIONS (par lignes régulières ou charters de Paris à Paris).

ALGERIE	450 F	INDE	1 600 F
LIBAN	900 F	BRESIL	2 000 F
EGYPTE	850 F	PEROU	2 000 F
MEXIQUE	1 550 F	NEW YORK	850 F
		LOS ANGELES	1 300 F

DEMANDE

- d'inscription (1)
- de renseignements (1)

Nom : Prénom : Age :

H ou F (1) Profession : Tél :

demeurant :, Rue à Dép.

(1) — Je désire recevoir la documentation sur les pays :

(1) — en vue d'un séjour : jeune (1) courant (1)

(1) — en vue du transport seulement.

(1) — Je m'inscris pour le pays suivant 1^{re} date possible :

pour un — séjour jeune (1)

2^e date éventuelle :

— séjour courant (1)

Ci-joint dans cette enveloppe le montant des arrhes par (1) — chèque bancaire ou postal à l'ordre de :

Découverte et Culture CCP 2024179 Paris pour séjours courants

A. Grimault CCP 19 742 29 Paris pour séjours jeunes

Je m'engage à verser le solde par moitié le 1^{er} mai, le reste le 19 juin.

Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles.

Bulletin à renvoyer à Découverte et Culture, 81, rue Mademoiselle, PARIS-15^e.

(Communiqué)

Le Mans, passées les 24 heures

Albert Danjou

En quête de formules-choc, il ne manque pas de beaux esprits pour comparer Le Mans à ces cancre dont on susurre, dans le voisinage, qu'ils poursuivent leurs études sans les rattraper. Ainsi fait la « cité des 24 Heures » avec son programme d'équipement. De livre blanc (en gestation) en commissions préfectorales, celui-ci a quelque difficulté à voir le jour.

Dix-huit ans de gestion Chapalain (gaulliste) ont littéralement pétrifié un tissu urbain confinant à l'anarchie.

Dominant la Sarthe, l'enceinte gallo-romaine abritant le Vieux Mans n'est certes pas dénuée de charmes. Mais ce patrimoine artistique enviable, cette enclave, ne parviennent pas à effacer l'image d'un centre vieillot, étouffant de part et d'autre d'artères d'un autre siècle. Fardées comme de vieilles femmes, les façades commerçantes masquent la réalité d'un habitat vétuste.

Le citoyen, l'usager ? strictement... mathématiques !

Historiquement province de marche, le Maine a conservé une vocation de transition. Ainsi l'homme et le paysage évoquent tour à tour la Normandie, les contrées ligériennes, la douceur angevine. Ce qui eût pu être synthèse n'est, hélas ! qu'amalgame : Le Mans en sort abâtardi. L'absence de politique culturelle porte une lourde responsabilité en ce domaine.

Que dire des obstacles internes, naturels ou non : une topographie compliquée (le site du Vieux Mans), deux rivières et cinq lignes ferrées qu'il faut bien franchir... Le passif est lourd, les deniers font défaut. Ce n'est pourtant pas faute que les impôts aient été augmentés. Le Mans, ce fut et c'est encore l'afflux des paysans forcés de se muer en citadins, résultat des charrettes d'un exode rural (3 % par an) constituant une hypothèque inquiétante pour l'avenir tant que les pouvoirs publics se borneront à laisser la ville « éponger » cette immigration en provenance du département.

Les notables, les universitaires qu'un « sort injuste » a conduits là ne cachent pas leur commisération pour cet agglomérat dépourvu de structures d'accueil, doté d'une infrastructure retardataire. De cocktails en vins d'honneur, les plus optimistes s'empressent d'ajouter que la position de nœud ferroviaire et routier — au carrefour des routes venant de Bretagne (Nantes et Rennes) par le sud et le nord, et de Normandie (Caen et Rouen) vers Tours, lui vaut — treize nationales y convergent dont sept importantes — la qualité de plaque tournante de l'Ouest. Son orientation vers Paris, au cœur de grands axes serait, ajoutent ces messieurs, un atout de nature à plaire à nos partenaires (sic) du Marché commun.

En réalité, ce qui pourrait être favorable au développement de la ville lui est, en définitive, contraire. On passe au Mans, non sans admirer les sites sarthois, mais on ne s'y arrête pas. Du strict point de vue de l'accueil, les « 24 Heures » sont en effet un miracle : 10.000 lits pour 100.000 personnes.

Les tenants du pouvoir pérorent : « Il faut définir la place et le rôle du carrefour sarthois au sein du B.P. » D'accord, mais qui les définira ? Le citoyen ? Les officiels l'ont toujours considéré comme une valeur mathématique tout juste bonne à alimenter les ordinateurs.

Renault : le baton de maréchal de l'ouvrier sarthois.

145 776 habitants en 1962, 166 182 en 1968 : l'expansion démographique de l'unité urbaine du Mans (14 % en six ans) pourrait sembler honnête. A l'euphorie d'un secteur à forte vitalité succède, peu à peu, une inquiétude qui ne saurait celer plus longtemps l'optimisme béat de statisticiens qui prédisent aux Manceaux, pour la fin du siècle : 400 000 habitants.

L'arrivée de Renault (quoique datant d'avant-guerre) a démasqué la politique de salaires qui avait cours. La R.N.U.R. a beau être, selon des gens du cru, le bâton de maréchal du travailleur sarthois, la classe ouvrière doit beaucoup, sur place, à ses métallos combatifs à la pointe des luttes du prolétariat. Ses 9 000 ouvriers fabriquent des tracteurs d'une part et d'autre part, des éléments mécaniques des R 4, R 8 et R 16.

Si, en matière de salaires, les patrons se vantent, au niveau régional, d'arriver en seconde position derrière la Loire-Atlantique, ils se gardent de claronner que les Pays de Loire, au titre des salaires moyens, se classent dix-neuvièmes, soit une place seulement avant la lanterne rouge nationale.

L'industrialisation, au Mans, c'est aussi la S.N.C.F. (dépôt important) Schneider-Radio-Télévision, Westinghouse (semi-conducteurs) récemment colonisé par les Américains, la Sico (plastiques), Jeumont-Schneider (constructions électromécaniques), Carel et Fouché (wagons), Glaenzer-Spicer (transmissions à cardans), la confection, l'habillement, les Comptoirs Modernes — qui viennent de financer à la périphérie sud de la ville l'implantation d'un hypermarché — le bâtiment et les Travaux Publics et, plus récemment, Ohmic (électronique), etc.

2 068 chômeurs (3 500 en réalité), c'est ce que le patronat estime un minimum, mais les lendemains risquent de déchanter, surtout si l'exode rural, le manque de formation des jeunes et

le sous-emploi féminin vont en s'accroissant. Le rythme de croisière des créations oscille entre 2 500 et 3 000 emplois par an alors qu'il en faudrait 4 000 et que le Comité d'Expansion — pourtant à majorité réactionnaire — demandait, en 1967, 7 000 emplois nouveaux « dans l'immédiat ». On en est loin !

Les officiels ont beau se gargariser avec l'implantation d'un embryon d'Université — et notamment le C.H.U. du professeur Pinazzi, spécialisé dans la chimie macromoléculaire — on ne peut, tout en reconnaissant son apport indéniable, la considérer comme une panacée. Hormis quelques emplois à l'Institut Français du Caoutchouc et, peut-être, à un éventuel Institut de l'Automobile, tous deux voués à la recherche, les cadres forgés au campus du Mans trouveront des débouchés dans les entreprises et administrations parisiennes, sinon celles de la métropole régionale.

Une banlieue sans ville mais des possibilités de restauration.

De ce faisceau de handicaps, de contradictions, d'occasions manquées, d'erreurs accumulées au fil des siècles et depuis la Libération, il ressort que le problème numéro « un » (si l'on veut bien faire abstraction de la formation scolaire et technique, qui est un devoir national) est celui de l'urbanisme. Les Z.U.P.P. se sont multipliées, tantôt initiatives heureuses (Coulaines-Bellevue), tantôt insatisfaisantes et insuffisamment équipées (les Sablons-Gazonnier), ou carrément regrettables (Allonnes). Il est vrai que la création de cette cité-champignon fut avant tout, pour la droite divisée en clans, une affaire politique ! Avec les Sablons (demain : 30 000 âmes), n'a-t-on pas atteint une limite inhumaine !

Le livre blanc du Bassin Parisien ne s'y est pas trompé où l'on peut lire : « Au Mans, il existe des faubourgs très étendus constitués de constructions basses et sans grande qualité architecturale, qui pourraient progressivement être reconstruits et densifiés tout en libérant une partie du sol réutilisable, pour les espaces verts, les voies de circulation, etc. Ce qui fait du Mans un cas très particulier, c'est que cette méthode est envisageable même dans le centre et lui donne des possibilités d'adaptation importante... »

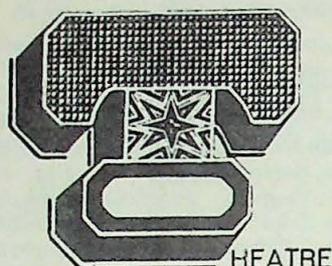
La tâche est immense et la facture (dans la logique capitaliste) sera chère. Il faut rénover le Vieux Mans, joyau niché autour de la cathédrale, restructurer la ville, densifier la cité tout entière (et plus particulièrement au nord et à l'ouest), harmoniser son développement en corrigeant de trop nombreuses « bavures ». Actuellement

sort de terre la première tranche d'une opération de remembrement amiable baptisée Percée Centrale. Il s'agit de redonner vigueur au centre ville. Par des pénétrantes qui offriront enfin au Mans les boulevards qu'il n'a pas, ce travail d'urbanisme assurera du même coup une liaison est-ouest jusqu'alors laborieuse. Comme la rocade (inachevée) et l'arrivée de l'autoroute Paris-Le Mans (par le nord de la ville : mais quand ?) cette Percée Centrale démarre 15 ans trop tard. Elle sera en outre partiellement inefficace si n'est pas assurée la jonction entre les 50.000 habitants « enclavés » du sud de la cité avec le cœur du Mans, à travers une autre rénovation, celle de la rue Nationale prolongée par l'élargissement de l'avenue Jean-Jaurès.

L'Olympe n'est pas une démocratie.

L'an dernier, à pareille époque, une vingtaine de maires d'un Grand Mans encore hypothétique crurent leur dernière heure arrivée. Dans chaque discours préfectoral il n'était question que des vertus du plan de réforme communale Fouchet. Sans doute est-il indispensable de donner à l'agglomération élargie les moyens d'organiser sa lutte contre la spéculation foncière et, d'une manière générale, de prévoir le développement harmonieux d'un ensemble urbain de 400 000 habitants. Sans doute faut-il aller beaucoup plus loin ! Or, cette « révolution » vous sortait encore droit de l'Olympe ! Puis ce fut la grande farce de la régionalisation. Le Theule n'eut pas de mal à rallier à lui les adversaires de la mésalliance avec Nantes. Son idée de rattachement de la Sarthe à la Loire Moyenne, prenant racine dans une triarchie Orléans-Tours-Le Mans, ne manque pas de séduction. Elle suscita, bien sûr, en son temps, moult querelles byzantines et quelques cocoricos du S.F.I.O. Boyer qui n'acceptait pas que Le Mans fût le vassal d'une autre ville et voulait en faire la capitale d'une... région !

En réalité, et compte tenu de son retard en matière de structures d'accueil, la vocation du Mans semble toute tracée sur le chemin de la médiocrité ! Ce que les technocrates expriment en termes plus élégants : « Le Mans doit être capable de jouer le rôle de pôle de desserrement de la région parisienne et de pôle d'arrêt des migrants en provenance de l'Ouest et du Sud-Ouest... » Evoquant cette « banlieue sans ville », le professeur Pasquier, de la Faculté de Caen, est, hélas ! parfaitement lucide quand il affirme tout à la fois que Le Mans ne saurait se tourner ailleurs que vers le Bassin Parisien et que « tout intégration au Bassin Parisien comporte une rançon pour les agglomérations situées aux confins de la région de Paris, le risque de devenir colonie industrielle de la capitale... » Réservoir de main-d'œuvre et déversoir : voilà l'avenir promis au Mans par la pseudo-régionalisation gaulliste. □



Une révolution hasardeuse

Dominique Norès

Friedrich Dürrenmatt se dit volontiers un homme qui n'a pas de biographie. Avec ces *Anabaptistes* (1), cependant, dont le thème s'impose à lui pour la seconde fois, son enfance le rattrape, l'investit, tend le double attelage de la vie et du rêve, et attache à sa suite l'œuvre la moins adroite mais la plus riche aussi en valeurs inconscientes que Dürrenmatt ait jamais écrite.

Il avait sept ans quand il a rencontré les Anabaptistes de Münster au tournant d'une image. Son père, un pasteur, gardait dans sa bibliothèque, ces monographies de l'Histoire du monde très illustrées que Valhague et Klasing proposaient à l'imagination populaire. Il y avait un tome sur Babylone, un autre sur les Anabaptistes. « J'ai longtemps rêvé sur ces visages, ces costumes dit Dürrenmatt, puis je les ai oubliés ». Mais sitôt commence-t-il d'écrire, les images remontent.

L'action de sa pièce a lieu à Münster, en Westphalie, au len-

demain de cette guerre des paysans qui est une excroissance mal venue de la révolte de Luther contre Rome. Les paysans ont cru trouver dans le protestantisme naissant la force de justice qui allait mettre fin à un ordre social fondé sur le mensonge et l'oppression des pauvres par les riches. Ils se sont trompés. L'entente est solide entre Luther et des princes devenus d'autant plus « luthériens » qu'ils ont trouvé dans la doctrine nouvelle l'occasion de faire main basse sur les biens d'Eglise. Luther, effrayé par la violence de la révolte approuve la violence de la répression. Les paysans sont définitivement vaincus, massacrés par millions, quand une petite secte réussit à gagner à sa foi la population de Münster. Ce qui ailleurs n'avait jamais été qu'un espoir, l'égalité de tous devant la richesse, devient une réalité. En peu de jours les biens sont collectés, amassés avant d'être redistribués en fonction des besoins ; les réfractaires spoliés, n'ayant plus qu'à quitter la ville. Pendant dix-huit mois — d'autres disent trois ans — investie de toutes parts par les papistes et les luthériens d'accord pour défendre une société d'argent ailleurs toute-puissante (Charles Quint ne vient-il pas de se faire offrir son titre d'empereur par les banquiers Fugger ?) la cité a tenu bon.

La pièce de Dürrenmatt suit la chronique de près. La façon dont elle a été montée au Grand Théâtre de Genève met d'ailleurs l'accent sur le fait qu'elle est d'abord un moment d'histoire raconté.

Jean-Claude Maret, le décorateur, a fait exister sur le plateau Münster assiégé au moyen de grands échafaudages, aisément déplaçables, qui, tantôt sont les maisons à plusieurs étages où s'entassent les habitants des quartiers populaires, l'hôtel de ville et son beffroi, tantôt suggèrent, présentant leur face aveugle, l'extérieur des remparts. Le pont-levis, tourné dans un sens ou l'autre, fait le lien entre le dedans et le dehors.

La révolution se développe d'abord, joyeuse. Jorge Lavelli, qui met la pièce en scène, a donné beaucoup de charme à ces gens du peuple, artisans, membres des corporations... que l'élan révolutionnaire a saisis avant toute réflexion et qui se précipitent d'un spectacle à l'autre, baptême public ou exécution capitale. Heureux, satisfaits d'être ensemble devant tout ce qui se présente, ils ont le sentiment, en vivant, d'écrire l'histoire nouvelle du monde.

C'est déjà un peu solliciter le texte. Dürrenmatt, s'il ne peut pas brimer tout à fait l'élan joyeux des personnages qui ne lui appartiennent pas totalement (il les a reçus de l'enfance comme il ferait *Cendrillon* ou le *Chat botté*) a personnellement beaucoup de prévention contre les révolutions hasardeuses. Le schéma qu'il impose à l'œuvre, indifférent à la vérité historique, essaye donc de fonctionner comme une mise en garde. A Münster, on a fait sortir de la ville — sans leurs biens — tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec le régime nouveau. Leurs femmes,

lorsqu'elles n'ont pas suivi leurs époux réfractaires, ont eu tout droit de refaire leur vie avec un mari nouveau, ce qui explique cette institution de la polygamie, qui a permis toutes les attaques injurieuses contre les Anabaptistes.

Du moins évitait-on ainsi, ces fameux « ennemis du dedans » qui, selon Dürrenmatt, contraignent tout effort d'organisation post-révolutionnaire à se transformer en régime policier. La façon dont la ville ne peut plus que trembler devant une justice d'exception est une invention dépourvue de tout fondement historique.

La pièce, d'ailleurs, date de 1967. En mars 1969, les acteurs qui la jouent refusent le désenchantement systématique. Sans doute, le régime policier est-il évoqué sur le plateau par le supplice de la roue, du fouet, du carcan, mais le sentiment de l'importance de leur action dure dans l'esprit des Anabaptistes et le peuple qui souffre avec eux malgré la défaite matérielle imposée par la trahison.

Cette pièce qui, par l'interprétation sur le plateau, est devenue une pièce généreuse, a permis à des acteurs très différents par le style de jeu comme François Simon, Paul

Ichac, Claire Dominique... de participer ensemble à une création dans laquelle l'imagination en scène a une part prépondérante.

Unis en un cartel des Théâtres, ces acteurs peuvent se joindre (ils sont ici cinquante) ou recommencer à travailler en troupes séparées. Ses brèves incursions en France nous ont permis d'estimer le Théâtre de l'Atelier qu'anime François Rochaix. Prochainement le Théâtre de Carrouge, dirigé par Philippe Mentha, jouera Salle Gémier et pourquoi n'accueillions-nous pas Richard Vachoux et le Nouveau Théâtre de Poche ? Le plus souvent les conditions du jeu, soumis à l'obtention des « droits », limitent les contacts. C'est un point sur lequel nous aurons certainement à revenir. Alors que les acteurs suisses ne demandent qu'à venir jouer en France, que c'est même très important pour eux sur le plan du travail, nous ne pouvons que regretter une politique des spectacles, qui si l'on tient à suivre l'effort créateur de quantité de troupes de langue française, contraint d'aller voir là où de meilleures conditions leur sont offertes, en Italie ou en Allemagne. □

(1) Au Grand Théâtre de Genève.

Festival de Nancy

Le Festival de Nancy, qui a maintenant huit ans d'existence, vient de se terminer : 34 troupes, originaires de 19 pays différents, y ont présenté plus de 50 spectacles (la majeure partie d'entre elles sont des troupes universitaires ; les autres sont de jeunes compagnies).

Les activités du Festival, qui a voulu faire observer à l'état naissant les principales tendances du théâtre de demain, ont rayonné autour de deux centres : la place Stanislas et son théâtre au grand plateau et à

l'équipement scénique moderne, et une commune de banlieue — Laxou — dans laquelle a été édiflée une véritable ville théâtrale qui comporte une dizaine de lieux de jeux différents, en structure légère et de formes nouvelles.

C'est dans cette cité théâtrale qu'ont été proposées les recherches les plus audacieuses et que se sont tenues les rencontres entre auteurs, comédiens, critiques et sociologues d'une trentaine de pays. Nous y reviendrons dès la semaine prochaine. D.N.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

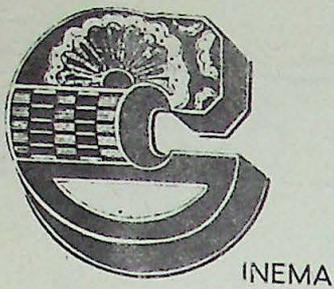
Permanent de 14 h à 24 h

• Simon du désert

(Mex)

• Nous deux

(Rus)



Les aléas de l'objectif

Jean-Luc Pouillaude

L'intérêt immédiat d'« Un été américain », film de Henri Chapiro, c'est d'aborder de front les problèmes fondamentaux, à savoir la révolte des jeunes et la lutte politique des Noirs, et de montrer que, finalement, ces deux préoccupations essentielles se rejoignent et se fondent en un même combat de libération. Et ce, même si la jonction des étudiants et des Noirs reste souvent limitée et inefficace. Il faut voir ce moyen métrage surtout pour les scènes qui décrivent l'entraînement quasi militaire des Panthères Noires ainsi que pour les interviews des leaders noirs qui condamnent sans appel un système d'exploitation qui ne peut être désintégré que par la violence.

Ce film, utile d'un simple point de vue informatif, reste limité dans sa portée politique. En effet, tout en voulant atteindre la simple objectivité du reportage, H. Chapiro a introduit une pseudo-fiction, à savoir celle d'un cinéaste qui ferait un film sur les universités américaines et sur les Black Panthers. Ce jeu de miroirs gratuit vient constamment interférer avec l'analyse objective des faits qu'il perturbe inutilement.

La caméra n'est pas un simple instrument objectif. Pour s'en rendre compte, il suffit d'aller voir le dernier film de Louis Malle qui, après une carrière de cinéaste mondain, est parti en Inde avec un opérateur et un ingénieur du son et en a ramené une étonnante suite d'images.

« Calcutta » est un film-piège. Malle, négligeant les effets d'un montage d'attraction, pro-

cede par simple accumulation, gommant systématiquement tout ce qui peut relever du style ou de la recherche esthétique.

Il réussit, à partir de cet effacement, à rendre plus sensible encore l'atrocité permanente des données socio-économiques. Des chantiers de construction (où les transports de matériaux sont faits par des femmes parce que l'utilisation d'une telle main-d'œuvre est moins onéreuse que l'achat d'un treuil mécanique) aux manifestations d'étudiants interrompues par le passage d'un cortège religieux, des psalmodies des lépreux parqués dans des quartiers réservés aux cahutes des bidonvilles cernées par l'écoulement des eaux d'égout, Malle filme sans concession, mais aussi sans parti pris et surtout sans endosser les habituels discours humanitaires.

Le commentaire est sobre et neutre : des éléments d'information, des chiffres, des précisions ethniques et sociologiques. Aucun jugement hâtif, aucune de ces condamnations rapides ou de ces panacées dont les Européens sont si friands vis-à-vis des peuples qu'ils nomment complaisamment « en voie de développement ».

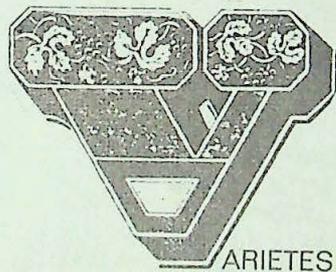
Mais peut-on se contenter de ces images brutes ? Et la vision de ces corps torturés par la faim est-elle à elle seule suffisante ? On ne manquera pas de présenter l'objection à Malle. On pourrait en effet lui dire qu'en ne prenant pas parti, qu'en se contentant d'une objectivité immédiate, — dans ce cas, si Chapiro pêche par défaut, Malle pêche par ex-

cess —, son film manque de virulence et n'est qu'un reportage réformiste de plus.

Je ne pense pas, dans ce cas très précis, que l'objection soit valable. Car la nudité tranchante du témoignage-document, son absence de fioritures folkloriques, l'évidence même de cette monstration (et non pas démonstration), concourent à rendre sensible, à manifester

d'autant plus violemment le surgissement de la vie dans son atroce complexité.

C'est pour cela que le film de Louis Malle est un film-piège : il capte la vie et la réalité indienne y est appréhendée douloureusement. Malle, parlant de son œuvre antérieure, peut donc dire : « Tout ce que j'ai filmé jusqu'ici me semble matière morte ». □



Un vrai yé-yé

Bernard Sizaïre

C'est ainsi qu'avec sa bonhomie à peine trop étudiée, un Charles Trenet de 55 ans se présente à son public. En pleine forme il vous requinque les quinquagénaires qui l'accablent avec reconnaissance. « Rien de nouveau sous le soleil, disent-ils, Johnny, ça n'est qu'un mauvais moment à passer, il est déjà en perte de vitesse, tandis que Trenet ça reste ! »

En effet, après 32 ans de chansons, Trenet tient le coup. Le visage, au milieu duquel les yeux bleus continuent à s'écarquiller s'est à peine arrondi, la mèche reste blonde et le chapeau mou n'est pas plus cabossé qu'hier.

Il se veut désuet et suranné, parce qu'il sait que les vrais grands du music-hall passent à travers bien des tempêtes. Il évoque un monde douillet d'ancienne province avec des vieux curés et des dimanches calmes, des greniers à souvenirs et des jardins extraordinaires. Il est surtout l'héritier populaire de Cocteau et de Max Jacob avec un sens aigu de la rime baroque et de la jonglerie verbale.

Pour 5 F on peut l'applaudir jusqu'au 3 mai. On aurait tort de s'en priver.

• Au Théâtre de la Ville, place du Châtelet à 18 h 30. A ne pas manquer, du 13 au 31 mai : Catherine Sauvage.

A écouter

• **Opus.** — Le 25 cm classique, qui avait quasiment disparu depuis plusieurs années, vient d'être relancé par un éditeur audacieux. Ce disque de dimension moyenne constitue en effet le support idéal de nombre d'œuvres anciennes ou modernes qui durent souvent entre 20 et 30 minutes. Avec le 25 cm, plus de programme hétéroclite : une œuvre, un disque pour 12 F ! (1).

Les cinq premiers enregistrements de la nouvelle collection ne sont composés ni de « vieux rossignols » depuis longtemps amortis, ni d'œuvres ultra connues dévitalisées par des orchestres souffreteux. Il s'agit d'œuvres rares dans des interprétations inédites : deux cantates burlesques de Bach par la claire et malicieuse Elly Ameling. Deux sonates pour orgue de Bach par Lionel Rogg. Le Te Deum de Purcell par le Deller Consort. Enfin, une extraordinaire suite pour clavecin de William Byrd : La Bataille. Un des plus grands compositeurs de la Renaissance finissante, assurément le plus doué de l'époque élisabéthaine, ce contemporain de Shakespeare fixa pour longtemps les règles de la musique anglaise de clavier. « La Bataille » utilise avec une ingénieuse fantaisie les danses et les rythmes populaires, dans une écriture ferme jamais dépourvue d'humour. Un événement discographique !

• **Busoni. Concerto pour piano.** — Le nom de Busoni est généralement associé à celui de Bach dont il transcrivit maintes œuvres pour piano. Professeur, musicologue, virtuose et compositeur, ce germano-latin jouissait il y a 3/4 de siècle d'une grande réputation en Europe. Son monumental concerto prouve qu'elle n'était pas surfaite. A l'inverse du concerto traditionnel, c'est un dialogue parfaitement équilibré entre un orchestre volumineux et un piano d'une puissance éclatante et d'un très riche coloris. Autre innovation : le cinquième mouvement introduit un chœur qui confirme la non-appartenance de cette œuvre à un genre déterminé. En fait il s'agit d'un vaste poème symphonique pour grand orchestre, chœur et piano. La générosité de l'inspiration et l'inhabituelle conjonction de ces trois éléments en font une œuvre originale et attachante que le pianiste John Ogdon et le chef Daniel Barenboim nous révèlent avec une belle conviction. (Voix de son Maître, 2 x 30 cm. 32 F).

(1) Collection Opus, 25 cm. Harmonia Mundi.

Le triple jeu du parti communiste

Philippe Guyot

Bien malin serait celui qui prétendrait, fût-ce à quelques voix, prédire le résultat exact du scrutin de dimanche. Chose à peine croyable, il y a quelques semaines, une victoire des non est aujourd'hui possible, tant s'effrite le régime en place. Il n'y faut plus que quelques efforts pour convaincre quelques hésitants. Mais, le chef de l'Etat a mis sa démission dans la balance et plus s'approche l'heure du vote, plus il est clair que la question que se posent les travailleurs est celle de l'alternative.

A droite, les stratégies ont le mérite de la clarté. Les gaullistes veulent rester au pouvoir, les autres y accéder. De Giscard en Duhamel, la relève se prépare ; des rêves, deferro-radicaux de troisième force aux habiletés couleuvrines de Mollet, le même objectif : le pouvoir bourgeois tel qu'on pourrait s'en saisir.

Mais, pour ce qui nous intéresse, les organisations représentatives du mouvement ouvrier, les projets ne sont pas tous, hélas ! aussi évidents. Certes, nos objectifs sont connus et nous nous en sommes déjà largement expliqués dans le pays. Le développement du courant socialiste tel qu'il s'est exprimé en mai dernier et le remplacement du pouvoir capitaliste par le pouvoir des travailleurs dans un régime de transition vers le socialisme, telle est la stratégie que nous proposons. Mais nous ne nous dissimulons pas que la principale organisation du mouvement socialiste, le Parti Communiste Français, est très éloignée d'une pareille conception. Aussi est-il utile de s'interroger sur la politique qu'il préconise.

L'antigaullisme rassurant

En vérité, à lire quotidiennement les déclarations de sa presse, à entendre les prises de position de ses leaders, on prend vite conscience du caractère multiforme de la stratégie du Parti communiste. En premier lieu, nous constatons que, pour le P.C.F., une victoire des non n'est pas une perspective objective. Ceci n'est point tant l'affaire d'appréciations locales où l'on nous dit de toutes parts que les moyens du Parti Communiste, et ils sont grands, sont bien peu utilisés dans cette campagne, mais ressort des déclarations de ses dirigeants. Etienne Fajon confie à

l'Humanité-Dimanche : « La victoire du non ne supprimerait pas, comme par enchantement, le régime actuel et sa politique. En admettant que de Gaulle fasse ce qu'il a dit et s'en aille, son système de gouvernement et sa majorité réactionnaire resteraient en place. » Pour Roland Leroy, c'est d'ailleurs à peine une hypothèse de travail. Il souligne au micro de R.T.L. : « Nous ne prenons pas pour argent comptant toutes les déclarations du général de Gaulle et nous ne sommes absolument pas certains qu'en cas de victoire du non, il démissionnerait. » Paul Laurent renchérit à **Europe N° 1** et semble même trouver que ce serait une faute politique : « La solution du départ paraît un peu simpliste pour un homme atteint, comme l'atteste l'expérience, d'un immense appétit de pouvoir... En fait, si les non l'emportaient, une situation politique plus favorable aux forces démocratiques serait créée... face aux tentatives certaines de poursuite de la politique réactionnaire sous une forme ou sous une autre. » Nous qui sommes périodiquement accusés de « participer aux efforts du gaullisme pour se maintenir au pouvoir » ne pouvons que relever de tels propos qui, dans leur formulation comme dans la pratique militante qui en découle, rendent un son bien rassurant pour le pouvoir en place.

Une tentation constante

L'adage populaire dit qu'il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Le Parti Communiste, parti populaire, en inspire sa politique. Il peut se trouver qu'une politique réactionnaire plus démocratique trouve une nouvelle expression au niveau de l'Etat. Dans cette perspective, quelle attitude adopteraient les communistes ? La participation à la gestion telle qu'ils l'ont conçue dans l'université, le refus délibéré de toute lutte ouvrière mettant en cause sérieusement le pouvoir du patronat apportent déjà des éléments de réponse. La défense des mécontents dans une société inchangée devient, sinon une théorie, du moins une pratique politique persistante. Le conseil général de la Seine-Saint-Denis a apporté, sur proposition du groupe communiste, son soutien à la grève des commerçants et artisans ; les murs des villes de la banlieue rouge sont couverts d'affiches immenses, expri-

mant la solidarité des travailleurs au néo-poujadisme ; la dernière affiche éditée par le comité central pour le référendum appelle à « voter non pour l'union du peuple ». Jusqu'où la direction du Parti Communiste est-elle décidée à aller dans cette voie ? Elle dément vouloir rééditer le cartel des non de 1962 et son contenu social de droite, précisant curieusement que « personne ne le réédite ». Mais l'importance donnée par **l'Humanité** aux faits et propos de ce grand républicain qu'est devenu le président du Sénat, Alain Poher, rappelle fâcheusement cet autre républicain de 1962 qu'était Gaston Monnerville et qui conduisit, quelques mois plus tard, la Fédération du Nord du Parti Communiste à faire voter pour Bertrand Motte. A qui fera-t-on croire qu'il ne s'agissait que d'une initiative locale ? C'est une tentation constante de l'appareil communiste que de ressusciter, sous diverses formes ce Front National des Français auquel ils aspirent patriotiquement. Sommes-nous à la naissance d'une nouvelle résurgence ?

Les animateurs de la révolution

Mais, dans le même temps, René Andrieu dénonce le « grouillement du marais », déclare qu'il faut « rompre franchement avec la néfaste politique du passé » et que « la collaboration d'une partie de la droite et de la gauche s'est toujours faite au détriment des intérêts des travailleurs. » Georges Marchais fustige Mollet et l'accuse tout à la fois de rendre de grands services à de Gaulle et d'être tenté par une alliance avec les forces de droite. Moins visible, mais néanmoins important, l'effort pour conserver au Parti Communiste son image de parti qui prépare la révolution socialiste est soutenu : le travail des revues et cercles spécialisés, le lancement des nouvelles pages « idées » dans **l'Humanité**, l'ouverture de ces colonnes à des communistes hétérodoxes, visent à confronter les militants dans la pensée que le Parti est bien dans la voie révolutionnaire qui est la leur.

Cependant, il est de plus en plus clair que plusieurs politiques n'en font pas une. Et la question qui se pose, plus que jamais, est la suivante : le Parti communiste a-t-il une politique ? Ou, en d'autres termes, est-il candidat au pouvoir et comment ? □